

Léo Benoit-Pequignet

L'influence des facteurs socio-culturels sur
le développement économique et social.
Le cas de l'Afrique Subsaharienne

Mémoire de Licence (suisse)

SUR GRIN VOS CONNAISSANCES SE FONT PAYER



- Nous publions vos devoirs et votre thèse de bachelor et master
- Votre propre eBook et livre – dans tous les magasins principaux du monde
- Gagnez sur chaque vente

Téléchargez maintenant sur www.GRIN.com
et publiez gratuitement



Bibliographic information published by the German National Library:

The German National Library lists this publication in the National Bibliography; detailed bibliographic data are available on the Internet at <http://dnb.dnb.de> .

This book is copyright material and must not be copied, reproduced, transferred, distributed, leased, licensed or publicly performed or used in any way except as specifically permitted in writing by the publishers, as allowed under the terms and conditions under which it was purchased or as strictly permitted by applicable copyright law. Any unauthorized distribution or use of this text may be a direct infringement of the author s and publisher s rights and those responsible may be liable in law accordingly.

Imprint:

Copyright © 2017 GRIN Verlag
ISBN: 9783668618077

This book at GRIN:

<https://www.grin.com/document/387835>

Léo Benoit-Pequignet

L'influence des facteurs socio-culturels sur le développement économique et social. Le cas de l'Afrique Subsaharienne

GRIN - Your knowledge has value

Since its foundation in 1998, GRIN has specialized in publishing academic texts by students, college teachers and other academics as e-book and printed book. The website www.grin.com is an ideal platform for presenting term papers, final papers, scientific essays, dissertations and specialist books.

Visit us on the internet:

<http://www.grin.com/>

<http://www.facebook.com/grincom>

http://www.twitter.com/grin_com

Thèse de Licence :

L'influence des facteurs socio-culturels sur
le développement économique et social :
le cas de l'Afrique Subsaharienne.

Par

BENOIT-PEQUIGNET Léo

Date de rendu : 10 avril 2017

Table des matières

INTRODUCTION.....	5
1 Différences culturelles et impact sur le développement.....	8
1.1 L'influence de la culture sur le développement dans les pays développés	8
1.2 Les caractéristiques de la culture Africaine	9
1.2.1 Les dimensions culturelles de Hofstede	10
1.2.2 Le rôle important de la religion	12
1.2.3 La hiérarchisation des besoins en Afrique sur le modèle de Maslow	13
1.3 Impact de la culture sur le rapport au travail.....	15
1.3.1 L'importance du relationnel.....	15
1.3.2 La gestion du temps	16
1.3.3 Distance employé-employeur	16
1.3.4 La religion dans le cadre de travail	17
2 Les problèmes ethniques	18
2.1 Responsabilité des empires coloniaux.....	18
2.2 Les conflits et l'instabilité qui en découle	20
3 La responsabilité de l'état dans le développement économique et social	23
3.1 Autoritarisme des dirigeants	24
3.2 La gestion de l'état.....	25
3.2.1 Le mode de vie des élites et dirigeants politiques	25
3.2.2 La corruption au sein de l'état.....	28
4 La réalité sur le terrain.	30
4.1 La limite des indicateurs de développement.....	30
4.1.1 L'économie informelle.....	31
4.1.2 Un développement humaniste	32
4.2 Le problème des méthodes européennes importées.....	33
4.3 Un changement lent mais apparent.....	35
Conclusion.....	39
Bibliographie et Webographie :	40
Annexes	43
Annexe 1 : Délimitation de l'Afrique Subsaharienne :	43
Annexe 2 : Les langues et ethnies d'Afrique :	44
Annexe 3 : Zoom sur les ethnies de trois pays du golfe de Guinée : le Bénin, le Nigéria et le Cameroun :	45
Annexe 4 : La présence coloniale sur le continent Africain	46
Annexe 5 : Echanges Internationaux :	47

Figure 1 : évolution du taux de pauvreté dans certaines régions	6
Figure 2 : Dimensions de Hofstede selon le pays, trouvé sur le site Geert-Hofstede.com	12
Figure 3 : Pyramide des besoins selon Maslow	14
Figure 4: L'influence de la culture sur le travail	15
Figure 5 : Regroupement des Ethnies de côte d'Ivoire, Cartes issues de L'Atlas des Peuples d'Afrique (© La Découverte – Jean Sellier, 2003).....	20
Figure 6 : Mécanisme des conflits ethniques en Afrique subsaharienne	22
Figure 7 : Evolution de la dette selon la Banque mondial et le FMI	28
Figure 8 : Carte de la corruption en Afrique du site http://goodmorningafrika.blogspot.fr/2010/08/les-pires-pays-du-monde-sont-en-afrique.html	29
Figure 9 : Croissance annuelle moyenne du PIB entre 2000 et 2011	37
Figure 10 : évolution du taux de scolarisation en école primaire (Sources : BSI Economics, UNESCO (2014))	38

Abréviations :

PIB : Produit Intérieur Brut

CEMAC : Communauté économique et Monétaire d'Afrique Centrale

Franc CFA : Franc de la Communauté Financière d'Afrique (UEMAO)

Franc CFA : Franc de la Coopération Financière en Afrique (CEMAC)

UEMAO : Union Economique et Monétaire d'Afrique de l'Ouest

RDC : République Démocratique du Congo

UNESCO : United Nations Educational, Scientific and Cultural Organisation

WASP : White Anglo-Saxon Protestant

AJACTODI : Association des Jeunes Agriculteurs et Commerçants Togolais pour un Développement Intégral

ONG : Organisation Non Gouvernementale

BCEAO : Banque Centrale des Etats d'Afrique de l'Ouest

PNUD : Programme des Nations Unis pour le Développement

IDH : Indice de Développement Humain

FMI : Fond Monétaire International

« *Tous les blancs ont une montre mais n'ont jamais de temps* » proverbe africain.

« *Qui attend dieu n'est jamais pressé* » proverbe africain.

INTRODUCTION

Depuis le 17 Janvier de cette année, deux régions de l'Ouest du Cameroun sont privées d'internet par le gouvernement, visant à interdire deux mouvements anglophones du pays bilingue (Franco-Anglais) qui appelaient à des manifestations. Cette absence de réseau, qui découle de problèmes ethniques entre la majorité francophone et la minorité anglophone du pays, bloque depuis trois mois les régions concernées. Non seulement les particuliers mais aussi et surtout les entreprises se voient handicapés par la coupure d'internet demandée par le pouvoir en place. A l'issue du premier mois, en fin février, l'ONG Internet Sans Frontières estimait que la coupure avait déjà engendré des coûts de 1,35 Millions d'euros.¹

L'Afrique est aujourd'hui le deuxième continent le plus peuplé au monde, après l'Asie, avec plus de 1,2 milliards d'habitants. Cette masse de terre, est dotée d'une grande richesse en matière de ressources naturelles, renouvelable ou non et de terres arables.

L'Afrique concentre 30% des réserves minérales mondiales². Dans ces réserves on retrouve des minéraux précieux comme des diamants, des saphirs et autres pierres précieuses, de l'or, des minéraux utilitaires comme le cuivre, le fer ou l'étain, mais aussi des minéraux stratégiques, comme le coltan, le cobalt ou encore les terres rares (un groupe de métaux indispensables dans le domaine de la haute technologie). L'Afrique possède également de grandes réserves d'hydrocarbures, qui sont exploités massivement sur tout le territoire. En ce qui concerne les ressources naturelles renouvelables, l'eau, le vent, le soleil mais aussi les forêts, beaucoup de pays en sont généreusement pourvus, même si l'eau pose évidemment un problème majeur dans les grandes régions de la périphérie saharienne et dans les autres zones arides.

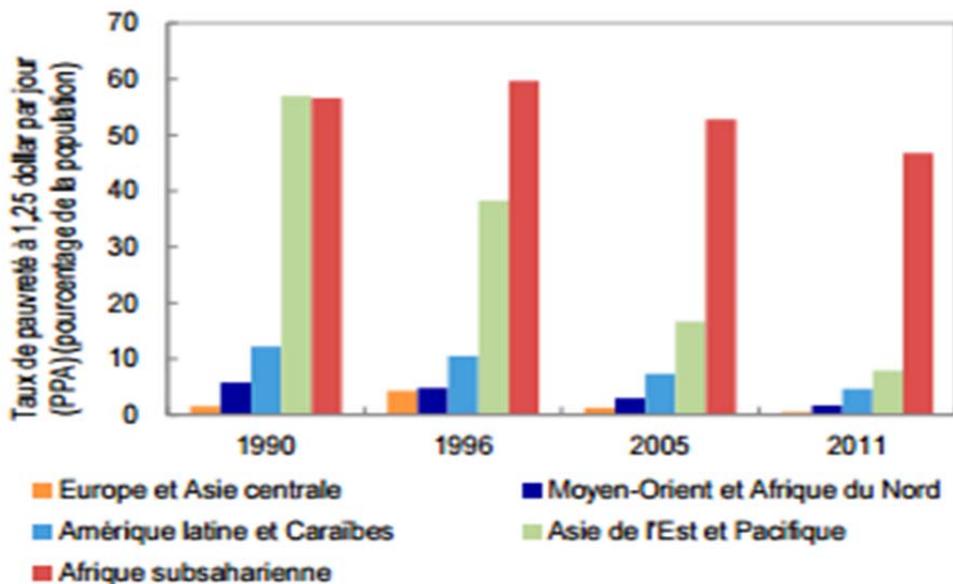
Pourtant bien qu'étant plus riches en ressources que d'autres régions de la planète, la majeure partie des états Africains sont parmi les plus pauvres du globe et connaissent un développement économique, sanitaire et social très lent. En particulier les 47 pays d'Afrique subsaharienne, c'est-à-dire la partie du continent se situant au sud du désert du Sahara.

Considéré encore dans les années 1990 comme étant plus pauvre que l'Afrique subsaharienne, l'Asie de l'Est/Pacifique a réussi depuis de diminuer ce taux de pauvreté de plus de 40%. A contrario, l'Afrique subsaharienne ne connaît qu'une réduction très lente du taux de pauvreté, c'est-à-dire du pourcentage de la population vivant avec moins de 1,25 dollars par jour.³

¹ « Ma vie de réfugié d'internet » Courrier International du 31/03/2017

² Wikipedia.org ; économie de l'Afrique ; https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89conomie_de_l%27Afrique

³ Selon la banque mondiale ; <http://www.worldbank.org/>



Source : Banque mondiale, base de données des Indicateurs du développement dans le monde.

Note : L'indice global pour une région est la moyenne pondérée par la population des indices des pays de cette région.
PPA = parité de pouvoir d'achat.

Figure 1 :
évolution du
taux de

pauvreté dans certaines régions du monde entre 1990 et 2011

Des différences existent, bien entendu, au sein du continent et certains pays sont plus avancés et plus développés que d'autres. Si nous comparons l'Afrique du Sud à la République Démocratique du Congo, nous observons des différences colossales. Le PIB de l'Afrique du Sud étant dix fois supérieur à celui de la RDC qui représente environ 32 milliards de Dollars annuels. Malgré ces différences, la moyenne du PIB par habitant en Afrique subsaharienne, qui s'élevait en 2014 à 3 513 \$ est bien inférieure à la moyenne mondiale de 14 956 \$ par an et par habitant.⁴ L'éducation est en fort retard par rapport aux autres pays du globe, les infrastructures sont souvent vétustes et en mauvais état. Cela entrave évidemment le bon déroulement des activités économiques.

Considérant l'impressionnante richesse des ressources des pays Africains, nous pouvons nous demander pourquoi l'Afrique subsaharienne reste si peu développée. Comment peut-on interpréter ce grand « paradoxe de l'abondance⁵ » ?

Le continent fait aujourd'hui face à de nombreux défis : une très forte croissance démographique, un taux de chômage élevé et des conflits incessants ainsi qu'une pression économique croissante à travers la mondialisation. De plus, des problèmes grandissants liés au réchauffement climatique, entraînent eux-aussi de nombreux défis économiques, sociaux et surtout humains.

Les facteurs socio-culturels, ne sont souvent pas assez pris en considération lorsqu'on aborde le problème de sous-développement. La culture, se définit en tant qu'ensemble de valeurs et de normes sociales visant à la socialisation de la population. Celle-ci, se différencie de la nature c'est-à-dire l'ensemble de ce qui est

⁴ Wikipedia.org ; « économie de l'Afrique du Sud »
https://fr.wikipedia.org/wiki/%C3%89conomie_de_l%27Afrique_du_Sud ; Banque Mondiale ; PIB de la RDC ;
<http://data.worldbank.org/country/congo-dem-rep?view=chart>

⁵ African Development Bank ; Rapport sur le développement en Afrique 2007 ; Chapitre 4 ; L'Afrique et ses ressources naturelles : le paradoxe de l'abondance

inné ou instinctif pour l'homme, du fait que ce soit un processus d'apprentissage qui vise à intégrer l'individu dans le groupe à travers la socialisation. L'UNESCO définit la culture comme « *l'ensemble des traits distinctifs, spirituels, matériels, intellectuels et affectifs, qui caractérisent une société ou un groupe social. Elle englobe, outre les arts, les lettres et les sciences, les modes de vie, les lois, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances.* » La culture, est transmise au sein du groupe social primaire (famille) et au sein du groupe secondaire (école, groupe de pairs). La culture impacte donc directement ou indirectement l'ensemble des activités et des façons de faire de la population d'un pays. De plus, le fonctionnement social d'une société, ainsi que ses dimensions culturelles, peuvent aussi être à l'origine du développement ou du manque de développement d'un pays.

L'Afrique subsaharienne se situe en dessous du désert du Sahara, et se compose de 47 pays. Cette région compte actuellement environ 936 millions d'habitants⁶. Ce sous-continent peut être divisé à nouveau en Afrique de l'Ouest et Afrique Centrale, les régions principalement francophones, en Afrique de l'Est et Afrique du Sud, la partie principalement anglophone et lusophone (voir carte en annexe 1).

Elle se distingue du Maghreb, au nord du continent africain, de par la différence religieuse et la différence linguistique, car peu de pays d'Afrique subsaharienne ne considèrent l'Arabe comme langue officielle. Seul le Tchad, l'Erythrée, la Somalie, le Soudan et Djibouti comptent l'Arabe comme tel. De plus, le Sahara marque une frontière entre l'Afrique dite « blanche » et l'Afrique communément appelée l'Afrique « noire ».

Vu de l'extérieur, ce groupe de pays paraît assez proche au niveau de la culture et des façons de faire de la population, par exemple, bien que les ethnies soient nombreuses et diverses comme évoqué précédemment, on observe des ressemblances concernant l'organisation sociale, le rapport au temps et l'orientation dans le temps. De surcroît, l'Afrique subsaharienne, a toujours connu des conflits culturels liés aux problèmes entre les ethnies, comme par exemple au Rwanda, où un peuple entier a été massacré.

Au regard de ces informations, nous pouvons donc nous demander dans quelles mesures les facteurs socio-culturels peuvent être à l'origine des problèmes de sous-développement en Afrique subsaharienne ?

Dans un premier temps, nous analyserons le lien qui peut exister entre la culture et le développement économique et social en observant les caractéristiques de plusieurs pays africains, et leurs dimensions culturelles, pour mieux comprendre le fonctionnement de ces sociétés. Ensuite nous aborderons les problèmes ethniques qui existent en Afrique, qui sont directement liés à la culture mais aussi à la période de colonisation. Puis dans un troisième temps, nous nous concentrerons plus précisément, sur le problème de la gestion des Etats et donc des ressources publiques, qui découle lui aussi, largement de la culture. Pour finir, nous prendrons plus de recul, afin d'observer la réalité sur le terrain et nous verrons en quoi la notion de développement économique est une notion fortement européanisée.

⁶ Wikipedia.org ; Afrique Subsaharienne ; https://fr.wikipedia.org/wiki/Afrique_subsaharienne

1 Différences culturelles et impact sur le développement

Beaucoup d'économistes, sociologues et autres historiens considèrent que le développement économique se base sur un ensemble de richesses sur lequel se construit l'activité économique, car la richesse en question permet de financer des recherches, de former, d'innover et de produire. D'autres pensent que la culture est en partie responsable du développement économique. Max Weber par exemple dans son œuvre de 1904 « L'Éthique protestante et l'esprit du capitalisme » considère que l'avènement du protestantisme en Europe du Nord a permis d'inverser la situation économique en Europe avec des Etats du Sud auparavant très fort et riches comparés aux Etats du Nord plus pauvres. Après les réformes, les pays qui sont devenus à majorité protestante se sont développés plus rapidement et ont connu un accroissement des richesses. Nous pouvons alors nous questionner sur la potentielle responsabilité de la culture dans le développement économique d'un pays.

1.1 L'influence de la culture sur le développement dans les pays développés

La culture d'un pays est étroitement liée à son développement et influence directement sa culture de travail et sa culture économique. Le mode de pensée Confucio-shintoïste existant au Japon, par exemple, a une influence indéniable sur la culture de travail au Japon, comme l'a démontré Mishio Morishima, qui a transposé le modèle de Max Weber à la culture Japonaise. Le Kaizen, est un mode de production de contrôle continu qui descend du mode de pensée Confucio-shintoïque et qui a permis au Japon de redevenir rapidement une grande puissance. Chaque détail compte, tout est soigné, répété, et contrôlé jusqu'à arriver à un contrôle total de la qualité de la chaîne de production et des produits qui en sortent. Ce même mode de pensée remonte déjà à l'époque des samouraïs où la discipline est essentiel pour la réussite, même si ici la réussite n'était pas professionnelle, ni économique mais spirituelle.

Ces valeurs de perfection et de précision, transmises par les parents au Japon, ont un impact sur la façon de travailler dans les entreprises. Depuis leur plus jeune âge, les japonais se voient inculqué le fait que le travail compte plus que tout, que si l'enfant faillit, la honte retombera sur lui et sur son entourage. Ici encore, l'héritage samouraï joue un rôle important avec la tradition du hara-kiri, où un individu, s'il échouait dans sa tâche, devait se donner la mort. Pour cette raison, lorsqu'un haut fonctionnaire de l'état, ou un chef d'entreprise faillit, ou bien que quelque chose de grave arrive sous son mandat ou sa direction, il présente des excuses publiques et remet sa démission très rapidement. Ce qui ressemble pour nous à de l'acharnement professionnel, a fait que ce pays a su après la deuxième guerre mondiale, alors qu'il était dévasté avec les principales villes détruites et faisant alors partie des pays les plus pauvres au monde, remonter parmi les trois plus importantes économies au monde. L'abnégation de l'individu au profit de la réussite collective résulte ici directement de la religion et de la pensée shintoïste.

Prenons maintenant le cas de l'Europe, et plus particulièrement des pays protestants. Les protestants, qu'ils soient allemands, hollandais ou anglais, partagent l'idée que si la réussite est présente dans la vie, alors ils auront une meilleure place

après la mort, au paradis. Cela fait que les pays protestants d'Europe sont souvent des économies plus fortes et plus stables que les pays catholiques, dans lesquels l'emprunt et l'endettement est beaucoup plus courant et plus acceptable que dans les pays protestants. Cela contribue au fait que ces pays semblent moins enclins à des crises et autres problèmes économiques.

En plus, les pays d'Europe sont fortement compétitifs. Cette idée de réussite de l'individu avant celle du groupe fait partie de la culture, l'individu cherche à s'affirmer face aux autres en montrant qu'il est le meilleur, que ce soit au niveau sportif, professionnel ou autre. La forte masculinité dans la plupart de nos pays en est la cause. Les valeurs de rapports de force, de compétition ont fait que l'Europe s'est fortement développée lors de la période de l'industrialisation, chaque nation cherchant à faire mieux ou à dépasser ses voisins. De plus, une vision à long terme dans nos pays européens fait que nous allons chercher à accumuler des richesses, afin de mieux appréhender et de mieux maîtriser l'avenir. Cela ressort du fait que l'homme occidental a toujours fortement cherché à maîtriser son lieu de vie, son futur et son environnement.

Aux Etats-Unis, les premiers colons furent majoritairement protestants, les « WASP » (White anglo-saxon protestant), dont les valeurs culturelles furent les mêmes que celles des européens protestants du 17^{ème} siècle. La "poursuite du bonheur" – the *pursuit of happiness* qui sous-entend la réussite et l'accumulation de richesses par les individus de la nation, fait partie intégrante de la constitution des États-Unis d'Amérique et des droits des américains et donc de leurs valeurs et façons de penser. Même les autres acteurs de la société comme les dessins animés de Walt Disney® transmettent ces valeurs à la population dès le plus jeune âge. L'individualisme était une valeur fortement prônée par la société américaine, surtout durant la période de la guerre froide pour contrer le mode de pensée communiste. De plus, le patriotisme, tout en valorisant fortement l'exploit de l'individu, mène à un dépassement de soi pour aider son pays et donc participer à son développement économique et social. Nous pouvons donc conclure que la réussite économique ou du moins l'envie de développement et de croissance, peut en effet découler de la culture commune et des valeurs inculquées par la population d'un pays.

Le problème avec les théories Wébériennes selon lesquelles certains modes de pensées sont plus susceptibles que d'autres de favoriser l'entreprenariat et donc le développement économique et social, laisse paraître l'idée que les populations qui ne partagent pas ces valeurs, ne peuvent réussir avec leur façon de penser. Cette idée semble ethnocentrique et dépassée.

Si nous observons l'Afrique subsaharienne, les valeurs culturelles sous-jacentes ne sont pas les mêmes que dans les pays et régions cités ci-dessus, que ce soit concernant la valeur de l'individu ou du collectif, la compétition entre les personnes ou le rapport au temps, par exemple.

1.2 Les caractéristiques de la culture Africaine

La culture Africaine est une des plus riches au monde. L'Afrique possède une immense diversité au niveau des langues, des croyances et des traditions qui varient fortement d'une région à une autre même au sein d'un seul et même pays. Le continent compte plus de 2000 langues et dialectes répertoriés, environs 2000

groupes ethniques et de multiples croyances différentes⁷. En Afrique subsaharienne, cette richesse est d'autant plus marquée du fait que les personnes ont souvent deux religions en même temps : Une religion plus 'mondialisée' comme l'islam, le catholicisme ou le protestantisme, et une religion locale, traditionnelle, animiste, qui vénère les esprits et les forces vitales qui animent les êtres vivants. Celle-ci est présente dans la majeure partie des pays de l'Afrique subsaharienne. La religion continue d'avoir un fort impact sur les populations africaines, comme ce fut encore le cas au siècle dernier dans notre civilisation occidentale.

1.2.1 Les dimensions culturelles de Hofstede

La culture Africaine, est très différente de la culture occidentale : Alors que nous cherchons l'exploit individuel, le résultat et le bien-être à long terme, l'homme africain lui, s'insère dans un groupe social où la cohésion passe avant tout.

Les travaux de Geert Hofstede, un psychologue néerlandais, qui visent à catégoriser les différents pays du monde selon 6 dimensions culturelles, nous aident à mieux comprendre ses propos. Les catégories appliquées dans ses travaux sont les suivantes :

- la *distance hiérarchique*, qui indique la distance qui peut exister entre dirigeant et dirigé ;
- la *masculinité*, indiquant la motivation des personnes : essayé d'être le meilleur (masculin) ou bien faire ce que l'on aime (féminin) ;
- la *maitrise de l'incertitude*, qui permet de montrer le comportement des habitants d'un pays par rapport à l'inconnu ;
- *l'individualisme*, et donc inversement le degré de collectivisme dans la société ;
- *l'orientation long terme*, qui permet également de démontrer la relation au temps et de savoir si une population vit plutôt dans le présent ou est plutôt orienté vers le futur ;
- *l'indulgence*, qui met en évidence le degré de contrôle des personnes sur leurs désirs et pulsions.

Les études que Hofstede a menées concernant les pays d'Afrique nous permettent de reconnaître de fortes similarités entre les différents pays de l'Afrique subsaharienne. Si nous comparons plusieurs pays comme le Burkina Faso, le Nigeria, le Malawi et le Mozambique, nous nous apercevons que tous ces pays, se distinguent par un faible individualisme, une forte distance hiérarchique, un contrôle moyen de l'incertitude et une masculinité également moyenne.

L'Afrique subsaharienne, si l'on compare à la majeure partie des pays occidentaux, se caractérise tout d'abord par un collectivisme élevé. Le groupe social, c'est-à-dire le village ou le quartier (dans le cas d'une ville) passe avant l'individu. La cohésion sociale au sein de ce groupe est au centre de tout. En Afrique, nous remarquons de ce fait beaucoup moins de sans-abris, ou de laissés pour compte, car l'entraide est primordiale dans la société. C'est donc un comportement très hospitalier et accueillant qui découle de cette façon d'être. Par contre, si un membre porte atteinte

⁷ D'après Ethnologue, 13e édition, Barbara F. Grimes Editor, Summer Institute of Linguistics Inc., 1996.

au bon fonctionnement du groupe, celui-ci se verra soit puni, soit même banni par le groupe.

Concernant la distance hiérarchique, elle apparaît comme assez élevée dans la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne. Bien que plus ou moins prononcé selon le pays, la règle d'obéissance au dirigeant est la plupart du temps importante. Que ce soit dans la vie quotidienne, où la distance hiérarchique est forte entre parents et enfants ou dans la vie d'entreprise où le dirigeant est un patriarche qui décide presque toujours seul, le respect de la hiérarchie est très fort et il est inculqué très tôt aux enfants. Le degré d'inégalité attendu et accepté est donc élevé dans la société. C'est pourquoi, les dirigeants des pays africains sont souvent autoritaires et agissent selon leurs propres démarches avec peu de consultation. L'épanouissement personnel est peu possible dans ce cadre de distance hiérarchique, de plus, il n'est pas remis en question du fait que depuis tout petit, c'est une situation acceptée.

Un des points les plus importants est l'orientation long terme, qui est en général très faible dans les pays du continent. Les Africains vivent plutôt au jour le jour : C'est l'instant qui est important et essentiel, car c'est dans l'instant que se construisent les relations sociales et c'est dans l'instant que l'on vit. Au sein de la civilisation africaine, le temps est fortement élastique. Nous pouvons observer cela au niveau linguistique : au Congo par exemple, « hier » se dit « lobi » tandis que « demain » se dit également « lobi », les deux sont cependant dits avec une intonation différente. Cela démontre parfaitement le fait que le passé et le futur sont de moindre importance par rapport au présent.

Le comportement face à l'incertitude des populations africaines, se trouve, selon les données de Hofstede dans la moyenne. Il existe toutefois une sorte de fatalité face à la nature. L'homme africain ne cherche pas le contrôle mais s'insère simplement dans la nature. Que ce soit au niveau de la relation au temps ou bien au niveau du contrôle de l'incertitude, le comportement peut découler d'un déroulement saisonnier moins contraignant qu'en Europe – au moins en ce qui concerne les pays proches de l'équateur : pas d'hiver difficile où la survie sans provisions était de facto quasiment impossible. L'agriculture y est possible tout au long de l'année. Cependant, chez les peuples vivants dans ou proches des zones arides, nous observons une gestion plus orientée sur le long terme.

Pour finir, concernant l'indulgence, c'est la seule dimension qui est plus fortement dépendante du pays, bien que la majorité connaisse un degré plutôt élevé. Les personnes sont donc très expressives quant à leurs émotions et on dit ce qu'on a à dire, on est très direct.

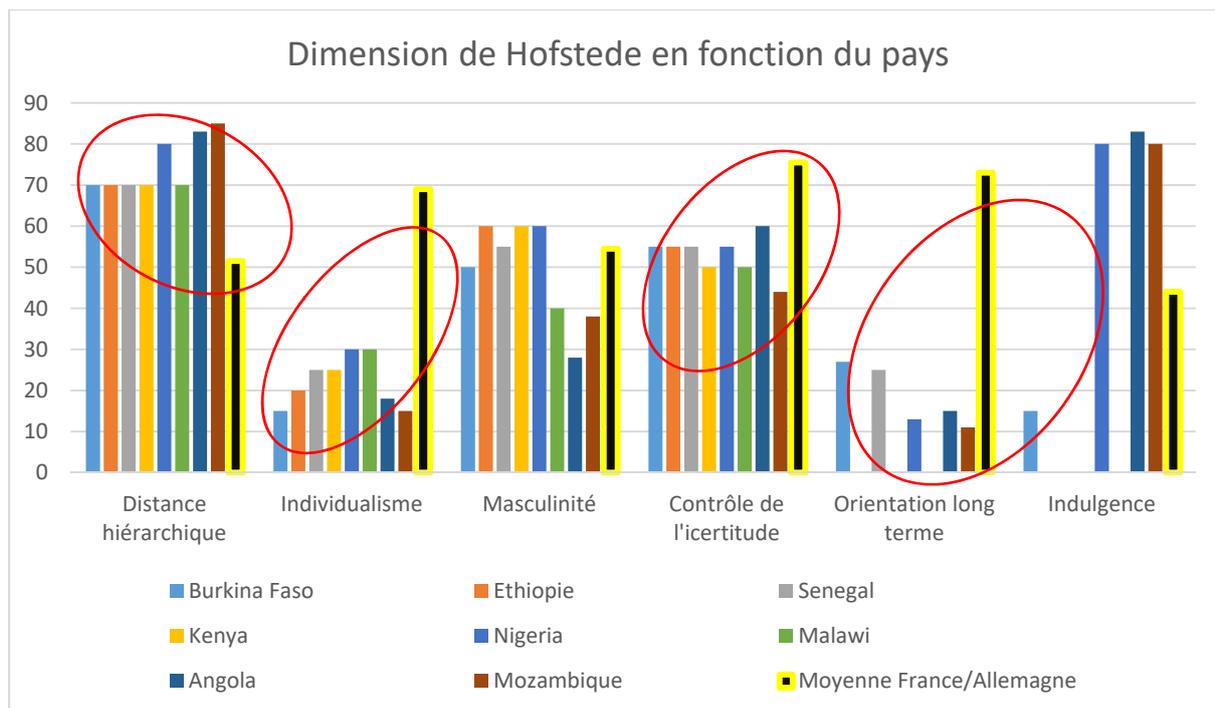


Figure 2 : Dimensions de Hofstede selon le pays, trouvé sur le site Geert-Hofstede.com

A l'aide de ce graphique, nous pouvons observer une forte similarité entre les différents pays de l'Afrique subsaharienne : Un index de distance hiérarchique très élevée, un index d'individualisme très bas, celui du contrôle de l'incertitude est dans une moyenne et surtout, un index d'orientation à long terme très bas. Comparé à la moyenne France/Allemagne⁸, qui représente ainsi les deux plus grosses économies européennes, nous pouvons bien observer ces différences culturelles qui peuvent exister entre l'Afrique subsaharienne et l'Europe.

1.2.2 Le rôle important de la religion

Si nous étudions la culture africaine sous un autre angle, nous pouvons observer un certain obscurantisme créée et entretenu par la religion. Beaucoup de personnes sont fortement influencées par celle-ci. Chez les enfants, les idées qui sont inculqués par l'église ou par les leaders des communautés animistes, sur la réalité des choses, contrastent fortement avec ce qu'ils apprennent à l'école concernant par exemple l'évolution, les sciences etc.

Ayant passé trois mois au Togo, en tant que stagiaire dans une association, j'ai pu observer cette emprise à différentes occasions. Il faut souligner, que le quartier dans lequel j'habitais dans la capitale Lomé était certes un quartier très populaire avec un faible pouvoir d'achat, mais les enfants y avaient accès aux écoles et dans une certaine mesure aussi aux médias (télévision, internet).

Lors d'une discussion avec une fille de 13 ans, celle-ci considérait que c'était dieu qui était à l'origine de tout, bien qu'elle apprenait le contraire à l'école. Ce qui est appris à l'église, prévôt généralement sur ce qui est enseigné à l'école. Un autre

⁸ Moyenne réalisée à l'aide des données du site « geert-hofstede.com »

enfant de 12 ans, avait réagi au fait qu'une amie stagiaire fumait une cigarette en disant que dieu allait la punir en la tuant, c'était ce qui était dit à l'église. Même chez les plus grands et les adultes, ces pensées sont bien ancrées.

Le poids de ces croyances, malgré un certain degré d'éducation, se fait lourdement sentir au niveau économique quand on sait qu'une grande partie de la population met son sort aux mains de dieu. Si quelque chose ne fonctionne pas, c'est un phénomène extérieur qui est responsable, que ce soit dieu ou bien les forces de la nature, fortement présentes dans l'animisme. Il n'y a pas de remise en question des choix, ou des décisions de l'individu lui-même.

Que ce soit la réussite, le profit ou encore la croissance, beaucoup considèrent encore que cela repose entièrement sur la décision de dieu ou d'autres forces supérieures. De ce fait, de nombreuses entreprises, sociétés ou petits commerces ont même des noms à tendance religieuse : *Électricité la Main de Dieu, Couturier Jésus le Sauveur* etc. Ce déterminisme présente un fort potentiel de ralentissement sur le développement économique car il ne permet pas à l'individu une réelle prise de recul sur sa vie, ses décisions, ses actions et ses propres capacités et possibilités. Toute remise en question devient impossible, car cela reviendrait à remettre en doute la sagesse supérieure.

Chacun a bien entendu le droit à sa propre croyance, mais dans ces contextes vécus, la religion semble plutôt une influence néfaste pour le développement économique.

De plus, lorsque nous observons la hiérarchisation des besoins en Afrique, nous pouvons remarquer que celle-ci diffère en certains points essentiels de celle que nous connaissons en Europe.

1.2.3 La hiérarchisation des besoins en Afrique sur le modèle de Maslow

La hiérarchisation des besoins élaborée par le psychologue Abraham Maslow, a été initialement conçue afin de tenter d'expliquer la motivation sous-jacente des individus dans leur propre développement.

En Afrique, nous observons beaucoup moins le besoin d'auto-accomplissement qui est devenu si essentiel dans nos sociétés occidentales et qui est un facteur déterminant dans nos choix professionnels par exemple. En Afrique, du fait que l'individualisme n'a pas la même valeur, l'individu ne travaille pas autant dans une logique d'auto-accomplissement, bien que ce ne soit pas généralisé. Le travail est généralement vu comme quelque chose de pénible ce qui est compréhensible au vu des conditions de travail en Afrique (chaleur, mauvaises infrastructures...), et cette activité est effectuée car elle rapporte de l'argent, qui permet d'assouvir les besoins primaires, situés en bas de la pyramide de Maslow. Les besoins sociaux ne sont pas forcément assouvis par l'activité professionnelle car ils sont bien ancrés depuis le début: l'individu fait partie d'un ensemble familial, ethnique, d'un groupe social assez étendu dès son plus jeune âge.

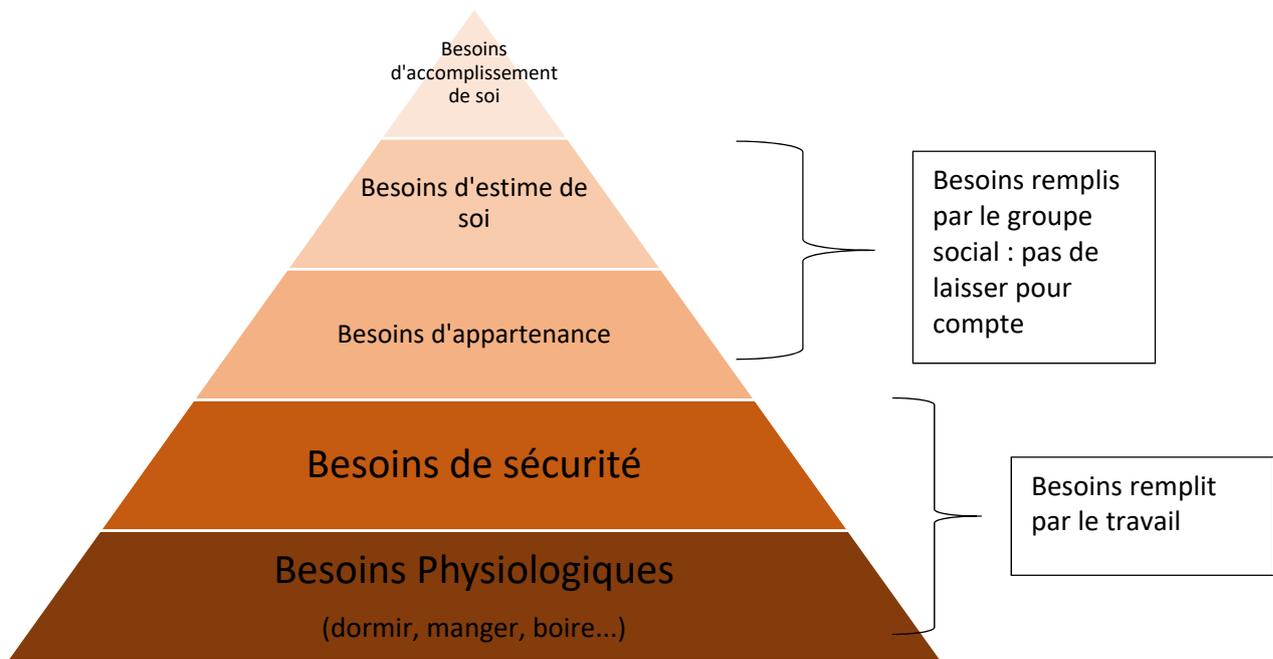


Figure 3 : Pyramide des besoins selon Maslow

Du fait que l'individu existe et croît au sein et à travers un groupe, il n'a pas réellement besoin de se faire une place dans la société. Ce collectivisme, largement plus prononcé que dans les cultures occidentales, fait que l'on aide le prochain à s'accomplir. Par exemple, le groupe social élargi (famille, voisins...) aide parfois à financer les études d'un enfant voisin, qui à son tour devra leur donner de l'argent plus tard afin de les remercier.

Nous pouvons observer que le but et les objectifs remplis par le travail ne sont pas les mêmes que chez nous. Dans nos sociétés, nous cherchons à nous accomplir nous-mêmes et le travail y est un facteur d'intégration sociale, par exemple un professeur d'école va se créer un groupe social secondaire à travers son activité, composé d'autres professeurs, et d'autres professions intermédiaires du service public. En effet, le fait d'exercer un travail semblable peut permettre de rapprocher les personnes dans nos sociétés individualisées. C'est pourquoi en Europe, les personnes laissées pour compte sont souvent des chômeurs, ou bien des retraités qui n'exercent plus aucune activité professionnelle, et qui ont du mal à se trouver une appartenance à un groupe social. Cette situation est impensable et incompréhensible pour un Africain. Ainsi, très peu de personnes souffrent de la solitude en Afrique comparé à nos sociétés occidentales, ce qui est sans doute une très bonne chose.

Si nous observons cette question de hiérarchisation des besoins sous un autre aspect, nous pouvons aussi faire le constat que les étages du dessus ne sont pas accessibles si les bases sont friables. Sans la sécurité et sans que les besoins physiologiques soient couverts, on ne pense pas au reste. Mais ce ne sont pas des facteurs purement psychologiques, mais plutôt pécuniaires qui jouent un rôle clefs.

L'aspect économique de la question est très important : Un ouvrier va d'abord chercher à se mettre en sécurité : un toit, de la nourriture, de quoi se chauffer et ensuite seulement chercher à accéder aux besoins suivants qui ne sont pas aussi essentiels à la survie. De ce fait, l'argument monétaire est très important dans l'explication de la hiérarchisation des besoins. Ce constat a, par exemple, été fait par des chercheurs allemands en 2003, qui essayaient de comprendre le comportement des patients africains immigrés qui se trouvaient dans des centres de soins. Ils

constataient alors que les soins médicaux n'étaient pas du tout la priorité des Africains car ils avaient déjà beaucoup de mal à assouvir les besoins basiques comme se nourrir. De ce fait, ils suivaient mal les recommandations et traitements des médecins. Les limites du modèles de Maslow sont donc plutôt économiques : si une personne ne peut pas assouvir les besoins primaires par un simple manque de moyens, les besoins secondaires sont forcément inaccessibles et on ne peut pas atteindre le 4^{ème} étage sans passer par le 1^{er}, 2^{ème} et 3^{ème}. Les priorités pour beaucoup d'Africains sont largement moins complexes que celles des sociétés occidentales et ceci influe largement sur le monde du travail et l'économie en général.

L'ensemble de ces aspects culturels font que le cadre de travail et la façon de procéder dans le milieu professionnel doivent être différemment appréciés en Afrique.

1.3 Impact de la culture sur le rapport au travail



Figure 4: L'influence de la culture sur le travail

A travers la culture d'un pays celui-ci se construit une culture propre à l'environnement de travail et un rapport à l'activité professionnelle. Comme le développement est fortement lié à l'activité économique d'un pays, c'est la culture qui prévaut dans ce cadre de travail qui va influencer le développement du pays, propre à lui-même. L'histoire nous a montré que le développement d'un pays passait souvent par la croissance d'un secteur privé, qui à travers les gains permettait ensuite l'investissement au sein du pays et favorisait ainsi le développement social.

1.3.1 L'importance du relationnel

La place du relationnel en Afrique est bien plus importante qu'en Occident. Une bonne cohésion sociale est essentielle afin d'assurer le bon fonctionnement d'une entreprise ou d'une organisation. Les individus vont accorder beaucoup de valeur au développement du contact social direct et à la construction d'une bonne relation avec les clients.

Pour les membres d'une entreprise, la participation à des mariages, des funérailles ou à d'autres cérémonies traditionnelles a une importance stratégique dans le développement des entreprises et l'obtention de contrats. A travers la participation à ces rituels, le chef d'entreprise ou l'employé va se créer un portefeuille de relations qui va permettre le développement de son activité. Le problème principal est que

cette vie sociale demande du temps et empiète donc sur le temps de travail et de production.

La 'famille' s'entend en plus dans un sens fortement élargi, l'appellation « frère » ou « sœur » est bien plus large qu'elle ne l'est en Europe car elle inclut également des connaissances proches. De ce fait, le nombre d'invités lors de cérémonies est énorme, cela provoque un absentéisme élevé au sein des entreprises. Quand les personnes ne sont pas liées à ces événements elles les subissent tout de même, car les convois bloquent souvent le peu d'axes routiers existants.

Vouloir soutenir un rythme socio-économique dynamique selon les standards européens, s'avère donc souvent difficile dans ces contextes.

1.3.2 La gestion du temps

Le temps est perçu, décomposé et utilisé différemment au sein des organisations africaines par rapport à nos entreprises.

Comme dit précédemment, il est fortement élastique et l'on considère qu'il ne se perd pas, ce qui est en fort contraste avec l'approche occidentale du temps comme un atout : « time is money ». Alors que dans nos entreprises chaque minute est comptée, en Afrique, l'individu se prend le temps. La gestion polychrone du temps fait que les tâches sont traitées simultanément, le temps n'est pas découpé et organisé en deadline et autre limites.

Le temps n'est pas vu comme une contrainte : ce qui doit être fait sera fait quel que soit le temps qu'il faudra. Le problème est, que ce manque de cadre horaire et cette flexibilité qui est autorisée ne permet pas un cadre optimal à la production et à la compétitivité car cela ralentit la productivité au sein des entreprises. Cela pose un réel problème, surtout dans un monde ultra concurrentiel et mondialisé. La perte de compétitivité est une des plus grandes raisons du manque de réussite de ces entreprises et explique la difficulté de s'intégrer dans le mécanisme de globalisation de l'économie. Ainsi, l'Afrique représente de nos jours la plus petite part dans les échanges internationaux (voir annexe 5). De surcroît, cette gestion très difficile du temps de travail ralentit aussi le rythme dans les services publics, où, couplé avec la forte hiérarchisation des décisions, les procédures sont très longues.

1.3.3 Distance employé-employeur

Concernant la distance hiérarchique, le patron est hiérarchiquement au-dessus de tout. Il est respecté et vu comme une figure paternelle que l'on ne doit pas remettre en question. Sa décision prime par-dessus tout. La société traditionnelle africaine attribue à la figure de pouvoir (patron, dirigeant...), un caractère magico-religieux, une sorte de vénération, d'où cette soumission totale au chef. Ce dernier jouit ainsi d'une image de guide, qui va le pousser à se renfermer sur lui-même en se rendant inaccessible.

L'héritage colonial, de par l'image dominante renvoyé par les dirigeants coloniaux comme les français au Togo, la tradition, qui cherche à nommer un chef afin de centraliser la responsabilité, mais surtout l'autoritarisme et l'exercice dominateur du pouvoir par les dirigeants nationaux actuels contribuent à expliquer le caractère

autoritaire du supérieur hiérarchique. La représentation du pouvoir est donc fondée sur l'importance du prestige et de la puissance, et sur la distance hiérarchique entre supérieur et subordonnés qui est grande comparée à nos entreprises occidentales. Cette attitude, qui place le patron au centre et ramène toutes les décisions à celui-ci crée cependant un blocage au développement dans les sociétés africaines car elle génère une absence de dialogue entre employeur et employé, qui pourtant pourrait s'avérer enrichissante pour l'entreprise. Cependant, ce n'est pas forcément un problème, au Japon aussi, le patron a une position très dominante et il est très peu remis en question. Là où se trouve le problème, c'est que le patron africain va reverser une part des profits à ses nombreuses épouses et à sa famille plutôt que de le consacrer à l'investissement ou à l'innovation, nous pourrions trouver cela anormal, mais en Afrique il est essentiel de redistribuer son argent à sa famille.

1.3.4 La religion dans le cadre de travail

Dans les entreprises aussi on s'en remet beaucoup à la volonté des dieux ou à la volonté de la nature. Certains consulteront par exemple un prêtre vaudou, qui va leur donner un bon ou un mauvais présage concernant leurs activités futures et les individus vont alors se baser dessus pour leurs prochaines actions. Encore une fois, le jugement des personnes est limité par l'importance et l'ancrage religieux dans les esprits de la population. De plus l'existence d'une certaine sacralisation à l'égard des ancêtres et des manières de faire traditionnelles et anciennes, freine l'innovation au sein des entreprises africaines car on ne veut pas bouleverser ce que les ancêtres ou les pères ont mis en place. Cette sacralisation existe aussi concernant les outils de travail. Des ordinateurs qui n'ont pas de grande valeur affective seront peu entretenus tandis qu'un outil plus traditionnel sera chéri et très bien entretenu, car il renferme soit une valeur émotionnelle soit une valeur magico-mystique parce que l'outil aura été béni par un prêtre. Le fatalisme est ainsi plus grand, on cherche moins à exercer un contrôle continu sur l'environnement qu'en Europe car ce qui doit arriver arrivera, ce sont les forces externes qui décident.

La logique individualiste et la stricte tenue des délais à l'Européenne échappent aux employés africains. De même que si l'on mettait place un management de type japonais ou chinois en France, les employés seraient désorientés et ne pourraient pas travailler dans ces conditions car elles ne correspondent pas à leur culture et encore moins à leur culture du travail. Une alternative devrait donc permettre d'allier valeurs traditionnelles et problématiques modernes. Cette intégration a déjà porté ses fruits en Inde, en Corée du Sud et dans d'autres pays émergents en Asie.

En plus des aspects culturels de la question du développement économique, d'autres facteurs sont à prendre en compte lorsque nous observons la raison du manque de développement en Afrique subsaharienne.

2 Les problèmes ethniques

Les problèmes ethniques chroniques en Afrique subsaharienne mènent à des tensions qui entravent et limitent le développement économique. Ces difficultés trouvent leurs origines dans différents problèmes propres à chaque région du sous-continent.

2.1 Responsabilité des empires coloniaux

Bien que des tensions et des guerres ethniques existaient évidemment en Afrique subsaharienne bien avant la présence des puissances européennes, les empires coloniaux ont directement intensifiés ces problèmes en découpant des nations à la règle ou suivant les intérêts stratégiques sans tenir compte de la composition ethnique de telle ou telle région. Des peuples qui étaient habitués à vivre ensemble ont été séparés tandis que d'autres populations qui ne s'entendaient pas, ont été contraints de se retrouver dans les mêmes frontières. Contrairement à l'Europe, les états africains d'aujourd'hui ne sont pas des nations qui se sont construits sur de longues périodes autour des similarités linguistiques, religieuses et sociales.

Certains pays d'Afrique recensent jusqu'à 200 langues différentes et autant d'ethnies alors qu'une « nation » est censée se construire autour d'un peuple partageant une langue commune (selon la définition Européenne). Dans certains pays, la cohabitation entre les différentes ethnies ne pose pas de problèmes du fait qu'il existe une majorité acceptée dans le pays comme au Togo, où le peuple Ewé est majoritaire. Au Bénin se sont les Fons et les Adjias, deux peuples qui s'entendent historiquement très bien et qui représentent ensemble environ 55% de la population. Mais d'autres ethnies ne s'entendent point (souvent aussi sur un fond d'héritage difficile du temps colonial), ce qui a mené à des crises et guerres dans différents pays d'Afrique subsaharienne, notamment dans la région des grands lacs à l'est du continent, avec l'exemple du Rwanda et du Burundi en 1994. Les conflits entre Tutsis et Hutus ont menés à un génocide sans précédent sur le continent, résultant en près de 800.000 morts⁹. D'autres conflits perdurent entre différentes ethnies, sans pour autant être aussi sanglant. L'actuel conflit entre ethnies anglophones minoritaires et francophones majoritaires au Cameroun, mentionné dans l'introduction, montre en outre l'imbrication d'un conflit ethnique ancien avec un héritage colonial toujours pas assumé. Ces tensions entravent évidemment le développement économique et social des pays concernés, en ralentissant l'activité et l'investissement agricole, industriel et tertiaire.

Dans la majorité des cas, cela découle du découpage opéré par la France, la Grande-Bretagne et les autres puissances coloniales du 19^{ème} siècle. Ces pays n'ont jamais ou alors très peu tenu compte des ethnies qui peuplaient leurs colonies. C'est pour cela que nous retrouvons des frontières très rectilignes qui ne suivent aucune barrière naturelle, car elle n'englobe en général ni un peuple commun, ni une langue commune. Si nous observons une carte de l'Afrique recensant les ethnies ou même

⁹ Wikipedia.org ; « Génocide des Tutsis au Rwanda » ; https://fr.wikipedia.org/wiki/G%C3%A9nocide_des_Tutsis_au_Rwanda

les groupes linguistiques, nous pouvons remarquer que cela ne correspond pas du tout aux frontières actuelles (voir annexe n°2 et n°4).

87% des 80000 km de frontières en Afrique sont ainsi directement issus de l'héritage colonial¹⁰. Un autre problème est que l'Afrique compte un grand nombre de peuples nomades, comme les Peuls, qui représentent le plus grand peuple nomade de l'Afrique de l'Ouest et qui se déplacent entre les frontières, car cela fait parti de leur culture. Nous les retrouvons au nord du Togo, du Bénin, au sud du Niger et du Burkina Faso et dans bien d'autres pays. La mise en place des frontières n'a donc pas non plus tenu compte de ces questions-là.

Ce découpage remonte à 1884-1885 lors de la conférence de Berlin chargée « *de régler, dans un esprit de bonne entente mutuelle, les conditions les plus favorables au développement du commerce et de la civilisation dans certaines régions de l'Afrique (...) et en même temps d'assurer les moyens d'accroître le bien-être moral et matériel des populations indigènes.* »¹¹ Les deux règles principales qui en découlaient étaient les suivantes :

- *Tout Etat civilisé occupant la côte avait le droit d'accroître son territoire vers l'intérieur jusqu'à ce qu'il rencontre un autre Etat civilisé ou un obstacle naturel,*
- *L'occupation des terres ainsi conquises devait être effective ; il était donc nécessaire d'y entretenir une autorité représentant la puissance souveraine pour que les zones d'influence soient respectées.*¹²

Prévoyant ce difficile héritage et les problèmes de la décolonisation, certaines figures politiques africaines ont très tôt appelé à organiser une Union Panafricaine afin de désamorcer ces possibles conflits à la racine. Parmi eux, Kwame Nkrumah personnage important de l'indépendance du Ghana et premier président du pays indépendant, défenseur du panafricanisme, qui considérait qu'ensemble l'Afrique serait plus forte. Pourtant les intérêts des pays et surtout de leurs dirigeants ont pris le dessus et un fort élan de nationalisme, comme dans l'Europe du 19^{ème} siècle, a créé une carte africaine encore plus morcelée et divisée en petit pays faibles d'un point de vue économique et social. Cependant, beaucoup de pays dont la côte d'ivoire ont été contre cette solution, qu'ils jugeaient que cela aurait été trop centralisé (car le siège aurait été à Dakar au Sénégal), et craignaient une perte de souveraineté.

Pourtant, des efforts pour surmonter les nationalismes existent. Aujourd'hui, la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest, créée en 1975) à elle seule, représente une population d'environ 300 millions d'habitants et un PIB global de 674,5 milliards de dollars US créée par l'économie formelle, soit la 20^{ème} économie mondiale¹³.

Il faut aussi mentionner l'Union Africaine (et ses nombreuses sous-organisations régionales), créée en 2002 dans un but de promouvoir la démocratie, les droits de l'Homme et le développement, qui regroupe actuellement les 55 pays de l'Afrique

¹⁰ Christian Bouquet, « L'artificialité des frontières en Afrique subsaharienne », Les Cahiers d'Outre-Mer [En ligne], 222 | Avril-Juin 2003, mis en ligne le 13 février 2008 ; consulté janvier 2017 <https://com.revues.org/870>

¹¹ Idem

¹² Idem

¹³ Wikipedia.org ; CEDEAO ; mis à jour 5 avril 2017 ;

https://fr.wikipedia.org/wiki/Communaut%C3%A9_%C3%A9conomique_des_%C3%89tats_de_l'Afrique_de_l'Ouest

avec toutefois des suspensions et réintégrations récurrents de divers pays pour non-respect de ses chartes (coups d'états, guerres, élections truquées).

2.2 Les conflits et l'instabilité qui en découle

La Côte d'Ivoire est un très bon exemple pour illustrer les problèmes liés au découpage colonial très autoritaire et peu réfléchi des états africains. La crise politique que traverse en ce moment même le pays et qui a connu son paroxysme en 2010, peut être expliquée à la base par des tensions ethniques préexistantes, largement ignorées par les forces coloniales.

La Côte d'Ivoire compte plus de 60 groupes ethniques qui peuvent eux-mêmes être regroupés en quatre groupes ethnolinguistiques majeurs. A l'ouest les Krou et à l'est et au sud les Akans, tous les deux à majorité chrétienne et animiste, tandis qu'au nord les Malinké et Senoufos sont majoritairement musulmans. En 2010, le pays fut à peu près divisé entre ces deux parties : le nord était contrôlé par les Forces Nouvelles de Côte d'Ivoire qui sont formées de différents groupes rebelles et au sud la région était contrôlée par les Forces Républicaines de Côte d'Ivoire. Ce conflit, qui a complètement séparé le pays lors des années 2000-2011, est la suite de nombreuses crises politiques fortement attisées par les différentes ethnies et un pouvoir central corrompu.

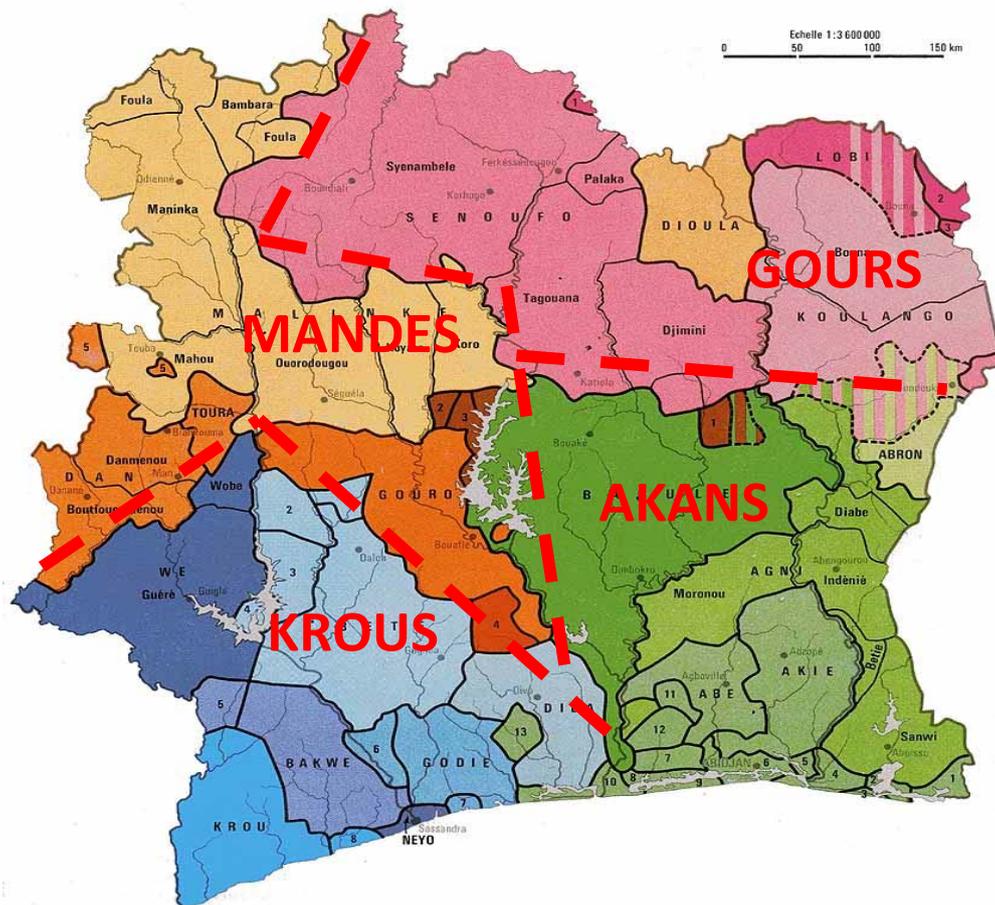


Figure 5 : Regroupement des Ethnies de Côte d'Ivoire, Cartes issues de L'Atlas des Peuples d'Afrique (© La Découverte – Jean Sellier, 2003)

Dès son indépendance, le pays est dirigé par le Président Felix Houphouët Boigny, qui mène alors une politique stratégique afin d'assurer sa légitimité et sa réélection. Cela se produit sous la forme de fonds redistribués aux différentes régions, qui forment des blocs culturels et ethniques. Dans les faits, certaines régions ont été plus fortement avantagées que d'autres. Les peuples Krous en particulier, se sentent lésés par la politique du président, n'obtenant pas assez d'aide et de moyens pour soutenir le développement. Des sentiments d'injustice naissent alors dans le pays. Ces sentiments créés des envies de scission et des protestations qui sont réprimées de manière brutale et violente. Cette politique se poursuit jusque la fin de sa carrière politique en 1995, après trente ans au pouvoir.

Par la suite on assiste dans les années 90 à la création de différents partis politiques : Le Front populaire Ivoirien, de Laurent Gbagbo qui rassemble les personnes qui se sentent persécutées par le régime de Boigny, principalement les peuplements Krou. Le parti démocratique Ivoirien, qui remporte les élections en 1995 appuyé par l'ancien électoralat du président sortant les peuples Akan, et qui dès lors mènera une politique très nationaliste, visant à créer une peur des étrangers dans la population et enfin le Rassemblement des Républicains, qui est soutenu par les ethnies du nord.

En 2000 un coup d'Etat ouvre le champ à Laurent Gbagbo qui devient président avec le soutien des ethnies de l'ouest du pays, qu'il va favoriser tout au long de ses deux mandats. Cela va mener à 10 années de tensions civiles au sein du pays, avec de fortes violences de la part des différentes ethnies et de fortes et violentes répressions de la part des soldats de Laurent Gbagbo.

Lors de l'élection en 2010 c'est Alassane Ouattara qui l'emporte. Cependant sa légitimité est remise en question par le conseil constitutionnel dirigé par un proche de Laurent Gbagbo, qui donne suite à un conflit post-électoral sanglant, jusqu'à l'arrestation de Laurent Gbagbo en 2011.

Ces tensions ont entraîné de nombreuses périodes de conflits, et les intérêts des principaux acteurs entravaient le développement du pays. L'argent était principalement utilisé pour nourrir les conflits tandis que les infrastructures du pays, comme les hôpitaux et les routes ou encore les écoles, qui sont des moteurs de développement pour un pays, n'ont pas reçu d'argent de l'Etat et manquaient ainsi d'entretien. Nous voyons donc ici en quoi la culture ou du moins les tensions culturelles peuvent mener à une immobilisation des activités du pays et donc à un ralentissement du développement économique et humain. De plus ces crises répétitives démontrent également la part de responsabilité des colonisateurs et donc dans ce cas précis de la France, qui n'ont pas tenu compte de la diversité existante au sein des pays lors du découpage des Etats.

Le schéma ci-dessous permet de comprendre plus facilement l'enchaînement qui mène d'une situation de conflit ethnique qui relève de la responsabilité de l'état, vers une situation de sous-développement. Bien sûr c'est une généralisation, tous les pays n'ont pas forcément connus les mêmes situations d'instabilité et différentes ethnies ont appris à cohabiter pacifiquement. Dans ces pays-là, nous observons souvent un meilleur développement, car l'argent de l'état est utilisé plus profitablement. C'est par exemple le cas du Botswana ou de l'Angola.

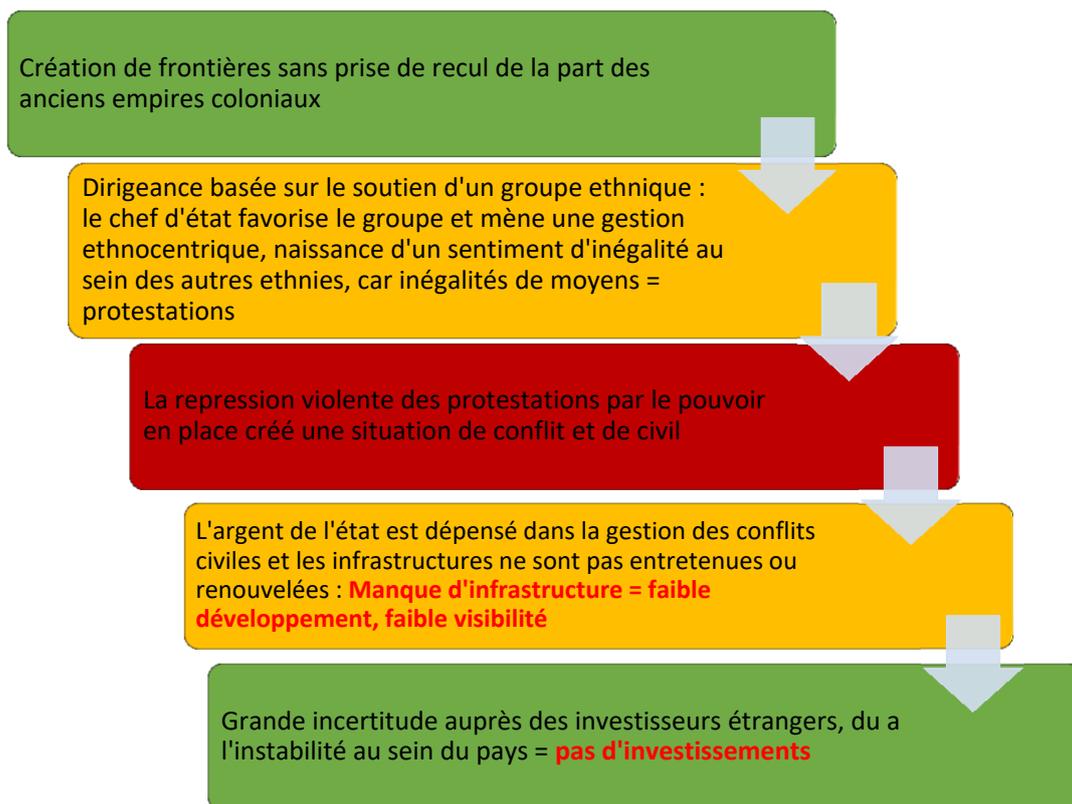


Figure 6 : Mécanisme des conflits ethniques en Afrique subsaharienne

Ainsi ce ne sont pas les ethnies elles-mêmes qui posent problème mais plutôt les idées des personnes se disputant le pouvoir et qui fondent leur souveraineté sur un groupe ethnique. Le problème majeur est que la gestion des états Africains se fonde sur l'idée « les miens en premier » qui est apolitique et anticonstitutionnel¹⁴, car le pouvoir exécutif devrait être représentatif du pays entier. C'est donc au niveau de la politique que doit être réalisé un réel travail sur l'égalité entre les citoyens et une redistribution égale des ressources publics, afin d'assurer une cohésion et une symbiose au sein du pays, ce qui permettra un développement plus rapide et plus égalitaire, créant de meilleures conditions de vie. Les dirigeants africains devraient tenir un discours plus fédéraliste. Cependant ce développement, bien qu'il soit en marche dans différents pays, comme le Ghana, le Bénin ou le Burkina Faso, risque de prendre plus de temps dans d'autres états du fait d'une politique autoritaire et répressive persistante. Peut-être que des facteurs extérieurs comme la menace des groupes armés terroristes comme Boko Haram ou Ansaru pourraient fédéraliser et renforcer la cohérence et la cohésion au sein des différents états Africains.

¹⁴ Article 6 de la constitution Ivoirienne de 1960

3 La responsabilité de l'état dans le développement économique et social

L'état a un des rôles les plus importants lorsqu'il est question de développement. À travers la redistribution, il offre à la population du pays des infrastructures et des services sociaux afin d'améliorer leur niveau de vie que ce soit à travers la construction d'hôpitaux, d'écoles ou de voies de communication. Cependant, en Afrique le cadre politique et l'organisation étatique n'apparaît pas comme optimale au bon développement social de la population.

Depuis 2005, le prix *Mo Ibrahim*, du nom de la fondation du milliardaire soudano-britannique, entrepreneur dans les télécommunications, devrait chaque année être discerné à un dirigeant africain ayant fait preuve d'un leadership d'excellence. Ce prix récompense, par un paiement initial de 5 millions de dollars et un paiement annuel à vie d'un montant de 200 000 dollars, des chefs d'État ayant exceptionnellement amélioré la sécurité, la santé, l'éducation, le développement économique et les droits politiques dans leurs pays, et transféré démocratiquement leurs pouvoirs à leurs successeurs¹⁵. Malgré le montant bien intéressant de ce prix, il n'a trouvé preneur que six fois au cours des dix dernières années. Seul quatre hommes politiques se sont vu remettre le prix.

L'indice utilisé pour le discernement de ce prix connaît une utilisation croissante de comparaison et prend une place de plus en plus importante dans les discours des leaders d'opinion. Le FMI considère que la bonne gouvernance est la clé d'une économie saine, définit la gouvernance comme la fourniture de biens et services politiques, sociaux et économiques à la population d'un pays qu'il ou elle a le droit d'attendre de la part de l'état et que l'état a la responsabilité de délivrer à ces citoyens. Ce basant là-dessus, l'indicateur Mo Ibrahim prend ainsi en compte, quatre facteurs :

- La sécurité et l'Etat de droit
- La participation et les droits de l'Homme
- Le développement économique et durable
- Le développement Humain

Une note de 0 à 100 est attribuée à chaque pays pour chacun de ces critères. Tandis que certains pays s'en sortent bien, comme la Botswana, l'Afrique du Sud, la Namibie (dernier lauréat en 2016), nous pouvons observer des notations sous la moyenne pour 25 pays d'Afrique subsaharienne. Cet indicateur permet de se rendre compte du réel problème de gestion des états africains par leurs dirigeants. Bien que les chiffres mettent en évidence une augmentation de l'indice pour plusieurs pays au cours de la dernière décennie, certains états connaissent un recul. Le Mali par exemple connaît un recul de 8 points depuis 2011¹⁶.

La raison principale est le mode de gouvernance des dirigeants, qui est souvent très contestable.

¹⁵ Wikipédia.org ; « Mo Ibrahim » ; https://fr.wikipedia.org/wiki/Mo_Ibrahim; Mis à jour Octobre 2016

¹⁶ Site internet de la fondation Mo Ibrahim ; <http://mo.ibrahim.foundation/>

3.1 Autoritarisme des dirigeants

Lors de la période postcoloniale, peu de pays ont réussi à mettre en place un système respectueux des droits de l'Homme, de la liberté de pensée et d'autres libertés primordiales.

Au Togo, le président Sylvanus Olympio, qui a œuvré pour l'indépendance de son pays, a été assassiné et ainsi déchu de ses fonctions lors d'une action commanditée par le militaire Eyadema Gnassingbé qui a ensuite renversé le président suivant Nicolas Grunitzky avant de prendre le pouvoir en 1967. Il a été 'réélu' en continu jusqu'en 2003. Son mandat s'arrête prématurément en 2005 suite à son décès. C'est son fils, Faure Gnassingbé, qui va alors le remplacer 3 mois plus tard en avril 2005 à la tête du pays. Son accession au pouvoir est fortement contestée et résulte en règlements de compte violents entre ses partisans et ceux de l'opposition avec un bilan d'environ 790 morts¹⁷. De nombreuses controverses entourent dès lors le personnage politique, jugé comme ayant un comportement démocratocide et non-respectueux des droits de l'Homme.

De plus, on peut observer un certain culte de la personnalité qui est fortement porté par lui-même et son entourage. Même un an après sa deuxième réélection en 2015, nous observons que dans toute la ville de Lomé des affiches appelant à voter « Faure » (à lire « votez fort ») restent accrochés aux lampadaires et placardés un peu partout. De plus sa vie privée est totalement taboue et reste une énigme pour la population. On retrouve ici la création de la même image « magico-mystique » qui peut être construite autour de certains chefs d'entreprise en Afrique.



© DCP-Gabon ©Louis Vincent © UN Photo/Eskinder Debebe ©UN Photo

Ci-dessus, quatre grandes figures de la sphère politique africaine : (de gauche à droite) Ali Bongo, fils de l'ancien président du Gabon Omar Bongo, Faure Gnassingbé, fils de l'ancien président du Togo Eyadema Gnassingbé, Teodoro Obiang Nguema, au pouvoir depuis 37 ans en Guinée Equatoriale et Robert Mugabe au pouvoir au Zimbabwe depuis 29 ans. Toutes ces personnalités politiques, « fils de » ou « élu » à vie, sont chefs d'état dans leurs pays respectifs. Ces personnes illustrent très bien le manque de renouvellement démocratique qui existe dans beaucoup de pays Africains. Notons tout de même que le Ghana, le Bénin, l'Afrique du Sud et plusieurs autres pays sont bien plus démocratiques en ce qui concerne le renouvellement du pouvoir.

En dépit du retour au multipartisme politique qui constitue un progrès politique et démocratique en Afrique, la liberté d'opinion et d'expression reste restreinte. Peu de personnes osent réellement prendre position ou bien critiquer ouvertement les décisions gouvernementales. Lors de mon séjour au Togo, j'ai constaté que peu de Togolais se mêlent de ces questions sensibles, la plupart répondant par un évasif « ce ne sont pas mes affaires » et évitent ainsi le sujet.

¹⁷ D'après l'ONG Amnesty International

Le métier de journaliste, demeure encore une profession à risque en Afrique, comme nous le montrent les nombreuses arrestations de journalistes sur le continent. Reporter Sans Frontières réalise chaque année un classement des pays selon le degré de liberté de presse. En 2016, on retrouvait en bas de classement plusieurs pays d'Afrique comme l'Érythrée (180^{ème} et dernier du classement), le Soudan (174^{ème}), la Guinée-Équatoriale (168^{ème}) et la Somalie (167^{ème}). Cela illustre le manque de tolérance de la part des hauts dirigeants qui agissent de manière violente et brutale envers ceux qui cherchent à critiquer leurs agissements ou bien à exposer au grand jour des scandales d'escroquerie, de corruption ou autres. Notons toutefois la présence de la Namibie (17^{ème}) et du Ghana (28^{ème}) dans le top 30 de ce classement¹⁸.

Ce manque considérable de liberté d'opinion, crée un immobilisme politique et socio-économique, car les politiques restent les mêmes pendant des années, sans pouvoir être remis en questions.

De plus, les finances des États sont souvent dirigées de manière plus que questionnable, avec des niveaux de corruption élevés, des dépenses prestigieuses mais superflues et des ressources utilisés à titre personnel pour le président et sa famille.

3.2 La gestion de l'état

3.2.1 Le mode de vie des élites et dirigeants politiques

Bien que la cause du manque de moyens monétaires soit d'abord des problèmes de fonds publics des états africains, la responsabilité des hommes politiques africains est également assez grande. Tandis que la population en général est fortement collectiviste, les élites politiques et autres grands chefs d'entreprise ont suivi l'exemple des élites Européennes avant l'indépendance, tout en conservant la partie importante de la famille, qu'ils cherchent constamment à favoriser.

Ils cherchent à s'enrichir et ont un mode de pensée très individualiste par rapport à « leurs sujets ». De ce fait un bon nombre de personnes qui figurent parmi les plus riches d'Afrique sont des chefs d'Etats, qui ont profité de leur position pour gagner de l'argent en détournant des fonds. En effet, on observe souvent un certain manque de gestion des ressources qu'elles soient monétaires ou autre.

Si nous prenons l'exemple de la république du Togo, dont la famille du président, Faure Gnassingbé est au pouvoir depuis plus de 50 ans, on remarque des dépenses stériles et de mauvais investissements. Un site togolais a recensé les différentes dépenses engendrées par Faure Gnassingbé. En utilisant des fonds publics, il a financé l'achat de neuf résidences présidentielles dans différentes régions du Togo comme, par exemple, une résidence ayant coûté 2 milliards de FCFA (3 millions d'euros) sur un terrain de 3 hectares. En ce moment-même une résidence privée de plusieurs milliers de mètres carrés est en construction à Lomé¹⁹.

¹⁸ Données du site de reporter sans frontières ; <https://rsf.org/fr/classement> ; classement 2016

¹⁹ Données trouvées sur le site du collectif pour la vérité des urnes ; « Mal gouvernance de Faure Gnassingbé, ce que la banque mondiale a oublié de mentionner » ; <http://cvu-togo-diaspora.org/2010/09/08/mal-gouvernance-de-faure-gnassingbe-ce-que-la-banque-mondiale-a-oublie-de-mentionner/2457>

Il est toutefois très difficile d'estimer réellement la fortune de Faure Gnassingbé, qui serait d'après différentes sources d'environ 5 milliards de dollars américains, le manque de transparence étant le principal responsable de ce flou permanent concernant les dépenses du président. Cette somme paraît totalement dérisoire compte tenu du fait que le revenu mensuel moyen au Togo est d'environ 50€ par mois par habitant. Il est très difficile de dire d'où vient exactement l'argent pour financer tous ces projets immobiliers. Ce qui est vérifiable par contre, ce sont les dépenses publiques qui permettent le financement des déplacements du président. Des déplacements pas indispensables, effectués avec des avions Bombardiers® ou Falcon® avec des frais de location évalués à 100 millions de francs CFA (156000 euros)²⁰ pour trois jours, sans compter le kérosène, les frais de stationnement et autres frais liés aux transports aériens du président togolais. Toutes ces dépenses représentent un manque à gagner pour les petits villages voulant développer leurs infrastructures mais qui ne le peuvent pas, car l'état manque 'paradoxalement' d'argent. Bien sûr, les dirigeants concernés démentent que ce genre de train de vie est un vrai scandale.

Ali Bongo au Gabon fait face aux mêmes polémiques. Elu en 2009 et reprenant la place de son père en tant que président de la république du Gabon, il mène un train de vie luxueux et possède, selon Mediapart, de nombreuses voitures de luxe, un patrimoine immobilier conséquent ainsi que plusieurs comptes bancaires dont un compte off-shore à Monaco qui compte environ 34 millions d'euros alors que son pays fait encore aujourd'hui partie des plus pauvres d'Afrique et de la planète.

En Guinée équatoriale, les déboires de la famille Obiang, dont le père, Teodoro Obiang Nguema est au pouvoir depuis 37 ans, fait scandale depuis 2011. L'ONG Transparency International France et l'organisation Sherpa ont révélés le train de vie insensé et luxueux que mène Teodoro Nguema Obiang Mangue, l'actuel vice-président et fils du président de la Guinée Équatoriale. Il possède un hôtel particulier de 101 pièces répartis sur 5 étages et d'une valeur de 107,5 millions d'euros avenue Foch à Paris et a fait le bonheur de tous les commerçants de luxe place Vendôme pendant des années en dépensant des millions dans les différentes boutiques²¹. Beaucoup d'autres dépenses s'ajoutent à ce mode de vie qui mêle exhibition de richesses et luxe démesuré. Des poursuites judiciaires ont d'ailleurs été entamées envers le personnage politique. En 2012, Roger le Loire, un juge français a lancé un mandat d'arrêt international à l'encontre de Teodoro Obiang fils. Ces questions ne seraient pas soulevées si ces personnages étaient des hommes d'affaires à succès 'ordinaires'. Jusqu'en 2012, il était en charge du ministère des forêts, poste qui lui rapportait un salaire annuel d'environ 60.000 euros²². Bien qu'élevé pour un pays d'Afrique, ce revenu officiel ne suffit largement pas à justifié toutes ces dépenses.

Tandis que le PIB par habitant, en Guinée Equatoriale est un des plus élevé d'Afrique, principalement grâce à l'exploitation des gisements pétroliers off-shore, qui constitue le moteur de l'économie équato-guinéenne, 30% de la population est au chômage et 70%²³ de la population du pays vit sous le seuil de pauvreté. Une petite

²⁰ Données trouvées sur le site du collectif pour la vérité des urnes ; « Mal gouvernance de Faure Gnassingbé, ce que la banque mondiale a oublié de mentionner » ; <http://cvu-togo-diaspora.org/2010/09/08/mal-gouvernance-de-faure-gnassingbe-ce-que-la-banque-mondiale-a-oublie-de-mentionner/2457>

²¹ D'après le Monde ; « « Biens mal acquis » : les dépenses astronomiques de Teodorin Obiang » http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/05/27/bien-mal-acquis-les-depenses-astronomiques-de-teodorin-obiang_4927959_3212.html#oSWcOwoL4itFYc0f.99

²² Idem

²³ D'après El Pais ; « Teodorín Obiang, le fils gâté qui siphonne son pays » ; Courier International ; Juillet 2012

partie de la population seulement profite de ces exploitations pétrolières et concentre ainsi la majorité des richesses du pays tout en tirant le salaire moyen fortement vers le haut, tandis qu'une majorité de la population vit avec un revenu très bas. Néanmoins, les données concernant le salaire médian ou bien l'indice GINI qui permet d'observer les inégalités au sein d'un pays ne sont pas communiqués par le gouvernement équato-guinéen. Au vu des revenus pétroliers du pays qui ont permis une croissance du PIB soutenue lors des 20 dernières années, c'est surtout l'entourage du président qui a du fortement profiter des revenus créés par l'exploitation des hydrocarbures.

Nous pouvons donc observer d'un côté, les plus riches des pays Africains, qui mènent un mode de vie fortement occidentalisé et individualiste, influencé par les anciennes élites européennes. De l'autre côté, les plus modestes, collectiviste et qui pense à la collectivité en premier lieu. Si la politique dans ces pays pouvait adopter ou plutôt ré-adopter cette façon de penser et remettre aux mains de la population l'exploitation des ressources naturelles tel que le bois, les gisements miniers et énergétiques, alors la situation serait plus juste et la population pourrait bénéficier de ce changement, encore faut-il qu'elle ait reçu l'instruction nécessaire à gérer ce genre de manne.

Un autre problème directement lié aux défaillances dans la gestion des finances est l'endettement des pays de l'Afrique subsaharienne. Suite à la décolonisation, la plupart des pays africains ont joui d'une bonne solvabilité et ont donc pu s'endetter. La plus part des pays ont au cours des années accumulé une importante dette publique et sont dans l'incapacité de la rembourser. Le Ghana, Le Congo-Brazzaville, la Gambie ont tous des taux d'endettements supérieur à 70% du PIB.

Le plus alarmant, c'est la croissance de l'endettement de ces pays. L'Angola, qui avait en 2014 un taux d'endettement de 14%, a vu son taux d'endettement passer à 70% du PIB en 2017. Cette croissance est généralisée sur le sous-continent, passant de 25,2 % du PIB en moyenne en 2010 à 34 ,5% en 2015. Bien entendu, d'autre pays développés ont également une dette colossale, mais du fait de la compétitivité et de leur stabilité, ils sont considérés comme plus solvables et mieux notés par les créanciers.

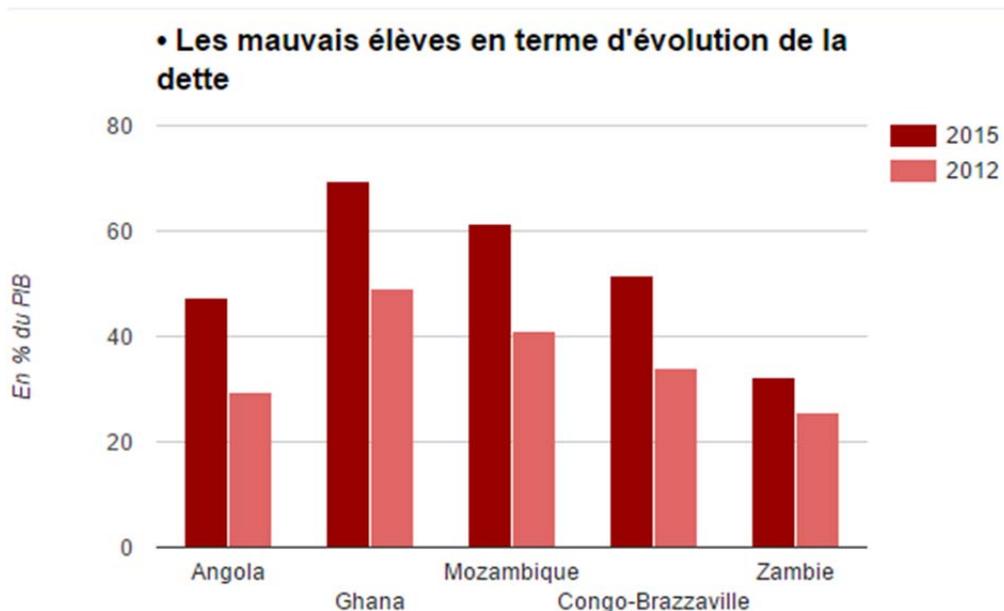


Figure 7 : Evolution de la dette selon la Banque mondiale et le FMI

Ce diagramme nous montre que plusieurs pays continuent de s'endetter de manière significative afin de financer diverses dépenses publiques. Cela ne serait pas problématique d'un point de vue économique si les pays en question étaient en mesure de couvrir cette dette. De fait de l'instabilité sociale, des tensions présentes au sein des pays et de la façon dont sont utilisés les fonds publics, cet endettement risque d'être un problème très sérieux et très handicapant pour les années à venir.

3.2.2 La corruption au sein de l'état

La corruption est un des problèmes majeurs auquel fait constamment face l'Afrique. L'Afrique subsaharienne est l'une des régions les plus corrompues du globe. Selon l'ONG Global Financial Integrity, ce sont environ 946 milliards²⁴ de dollars qui ont été détournés en 2011 en Afrique. D'après une enquête Survey Enterprise menée par la banque mondiale, 80,5% des entreprises présentes en République Démocratique du Congo affirment avoir dû offrir des « cadeaux » afin d'obtenir un contrat public. Tous les domaines publics sont concernés. Selon une étude de Transparency International, 24% de la population ayant eu un contact avec les forces de l'ordre africain déclarent avoir dû verser un pot de vin.

En effet, au Togo toujours, lorsque la police vous arrête en tant qu'étranger parce que vous êtes trop nombreux dans un véhicule (taxi-moto, taxi), une négociation est souvent ouverte car les policiers demandent de l'argent pour laisser partir les personnes. En 2011, quatre pays d'Afrique subsaharienne n'avaient toujours pas ratifié la convention des Nations Unies contre la corruption, à savoir l'Erythrée, la Gambie, le Tchad et la Guinée Equatoriale. Ces pays échappent ainsi totalement aux contrôles des autorités internationales. Malheureusement, ce mode de fonctionnement est normal en Afrique et fait partie de la culture : donner des cadeaux

²⁴ Données trouvées sur [jeuneafrique.com](http://www.jeuneafrique.com) ; <http://www.jeuneafrique.com/38281/politique/infographie-10-choses-savoir-sur-la-corruption-en-afrique/>

afin d'obtenir des avantages est une pratique acceptée en Afrique. Rien n'est gratuit si on ne fait pas partie du groupe social ! Tout ce monnaie au sein des différents services publics. L'argent qui est ainsi perçu par des individus et non par les caisses du secteur public en question ralentit encore plus le développement d'un secteur public performant.

Dans un sondage publié par l'ONG Transparency International en décembre 2015, 58% des Africains sondés affirment que la corruption dans leurs pays avait empiré au cours de l'année, 22% considéraient alors que la situation s'était améliorée. L'ONG a également mis en place un indicateur de corruption à l'échelle mondiale, afin de pouvoir effectuer des comparaisons à l'international. Cet indicateur met en évidence le fait que l'Afrique subsaharienne avec une moyenne de 33/100 (0 représentant une corruption absolue et 100 un pays « propre ») est la partie du globe la plus corrompue avec la partie regroupant certains pays d'Europe de l'est ainsi que Moyen-Orient. L'argent détourné, pourrait être investis de manière utile afin de garantir une croissance globale, de l'éducation et de l'assainissement au sein des régions les plus touchées. Il faut que la morale des hommes politiques africains (au niveau mondial d'ailleurs mais nous nous concentrons ici sur l'Afrique subsaharienne) change afin de garantir un meilleur développement social, mais, comme nous l'avons vu, les bases culturelles de la région font que ce genre de comportement reste largement accepté.

La carte ci-dessous offre un aperçu du degré de corruption selon le pays.

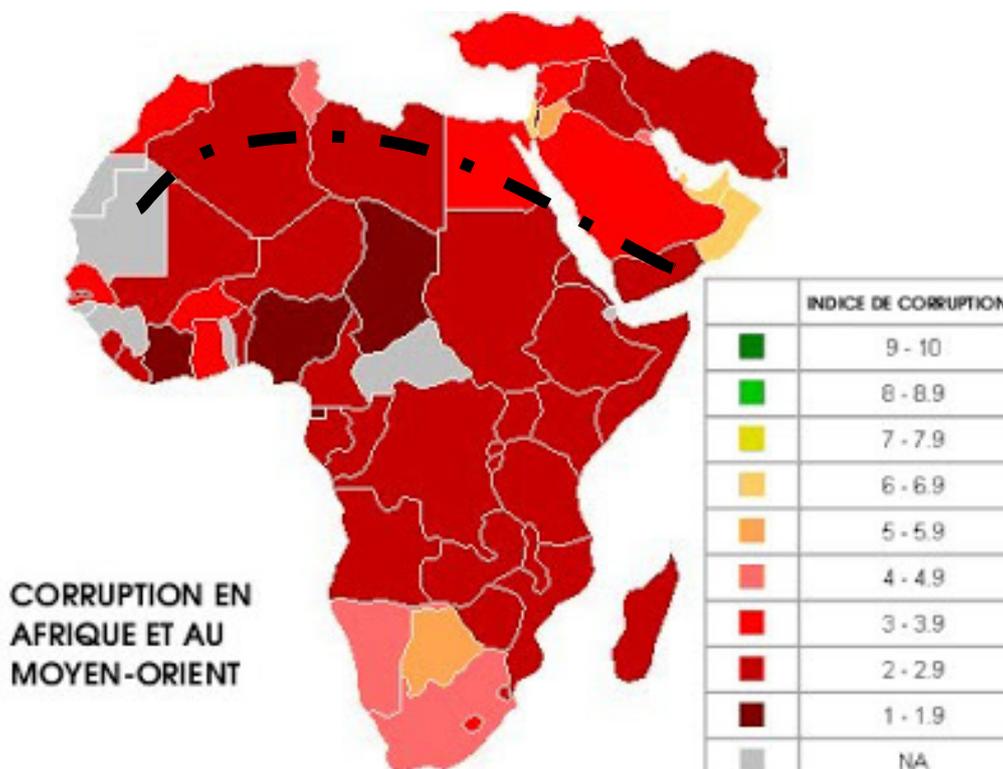


Figure 8 : Carte de la corruption en Afrique du site <http://goodmorningafrika.blogspot.fr/2010/08/les-pires-pays-du-monde-sont-en-afrique.html>

Nous constatons que la majorité des pays de l'Afrique subsaharienne, ont un indice de corruption bien inférieur à la moyenne de 5, en dehors du Botswana. De plus, dans certains pays, les données ne sont pas renseignées. Cette situation de

corruption est dramatique pour l'Afrique car elle est un obstacle au développement au sens large.

Ces problèmes de gestion, qui ruinent l'Afrique et ne permettent pas un développement utile pour le continent, peuvent, si l'on observe les sources réelles, avoir été soutenu par le pouvoir colonial. Ainsi si l'on considère qu'en Europe une grande partie des élites cherche sur le long terme l'enrichissement et l'accès au pouvoir, cela a pu justifier les comportements des Africains, qui ont cherché à adapter à leur arrière-plan culturel une vision individualiste, européanisée. Si l'on remonte avant la période coloniale, la plupart des régions étaient organisées hiérarchiquement autour d'un chef, qui apparaissait comme figure de sagesse et de père. Cependant, il pouvait être destitué si ces idées ne faisaient pas avancer la communauté. La véritable raison du manque de liberté, de la mauvaise gestion de la part des dirigeants n'est donc peut-être pas uniquement à chercher du côté de la culture et des populations africaines, mais également du côté de l'empreinte qu'ont pu laisser les empires coloniaux sur la culture qui, à travers la mondialisation, s'est vu changer dramatiquement. La question de développement est si complexe qu'elle doit puiser son origine dans l'essence même d'un pays, dans sa culture et dans ses valeurs et se construire autour d'elle, plutôt que par des interventions externes.

4 La réalité sur le terrain.

4.1 La limite des indicateurs de développement

Afin de mesurer le développement dans un pays on utilise le plus souvent les indicateurs comme le Produit Intérieur Brut, afin de donner une idée des richesses que possède un pays, ou bien L'Indice de Développement Humain qui a été mis en place en 1990 par le PNUD (Programme des Nations Unies pour le Développement). Ce dernier mesure à travers trois données le niveau de développement social d'un pays, à savoir le niveau d'éducation, l'espérance de vie et le PIB par habitant. Cet indicateur apparaît comme plus complet que le précédent indicateur qu'était le seul PIB par habitant, qui prend en compte uniquement la richesse produite par tête d'un pays. Cependant, ces indicateurs ont été créés par les pays développés, dès lors nous pouvons nous poser la question de leur intérêt pour mesurer le développement dans les pays en développement. Beaucoup d'autres aspects doivent entrer en jeu, afin de donner une idée fiable du vrai positionnement d'un pays.

Le PIB, pour commencer, est une simple addition de l'ensemble des productions d'un pays sur une année donnée. Le poids de l'économie informelle, très lourd en Afrique subsaharienne, n'y trouve pas sa place.

Pour revenir sur le prix Mo Ibrahim, ici aussi nous observons des limites. En effet, dans les mesures de bonne gouvernance, l'indice compare des pays qui n'ont pas du tout les mêmes ressources, que ce soit au niveau des aides perçus par le gouvernement ou bien au niveau des richesses du pays. La notion de bonne gouvernance n'est donc pas non plus une valeur absolue.

Ces indicateurs, que *Le Monde* et *L'Express*²⁵ qualifient « d'indicateurs fourre-tout » ont aussi été vivement critiqué par le prix Nobel d'économie Joseph Stiglitz, qui considère que les sensibilités des pays concernés ne sont pas pris en compte, car les indicateurs se sont construit sur un mode de pensée fortement mondialisé, qui ne correspond pas à la réalité macro-économique et politique sur le terrain.

Lorsqu'on observe le classement Mo Ibrahim, on remarque que les pays en tête de proue en 2015, sont le Ghana, la Namibie, le Botswana, l'île Maurice et l'Afrique du Sud, qui sont tous des pays où les inégalités sont quand même fortes, et trois d'entre eux (le Ghana, le Botswana et Maurice) sont considéré comme ayant une fiscalité très opaque. A cause de ces complexités, il serait essentiel de développer des indices ou d'autres méthodes d'évaluation qui prendront mieux en compte les réalités sociales, politiques et culturelles en Afrique subsaharienne.

4.1.1 L'économie informelle

Cette partie de l'économie regroupe les activités qui échappent aux services fiscaux d'un pays et qui ne sont pas comptabilisés dans les chiffres officiels de l'Etat. En occident, cela représente une partie infime de l'économie. Mais en Afrique et dans les pays en voie de développement en général, la tendance est différente. En Afrique subsaharienne, les experts considèrent que l'économie informelle représente en moyenne 55% du PIB²⁶. Du fait du manque de contrôles (et nous avons vu que les dirigeants n'ont souvent pas intérêt à ce qu'il y en ait), essentiellement dû au manque de moyen des états, beaucoup de petits commerces et d'activités que nous pouvons qualifier de « travail au noir » échappent donc au fisc dans ces pays. Cette notion d'économie informelle a pris de l'ampleur à partir des années 1970, au moment où les experts se demandait comment les populations des pays en voie de développement arrivait malgré des données et des résultats économiques souvent catastrophiques (PIB, PIB/habitant...), à survivre.

Ce que l'on entend par économie informelle repose sur deux critères : d'abord la taille de la structure entrepreneuriale, car ce sont des structures de moins de dix personnes, et ensuite le non-respect de la loi, non pas que ces personnes vendent des produits illicites ou en fabriquent mais tout simplement car ce sont des personnes qui ne déclarent pas leurs activités, ni leurs revenus et on ne cherche pas forcément à ce qu'ils le fassent.

La banque mondiale considère ce secteur et le développement de ce secteur comme un amortisseur de crise, d'autres, comme les spécialistes Serge Latouche et François Partant considèrent qu'il s'agit du développement d'un modèle alternatif au système de mondialisation très formalisé que nous connaissons. Celui-ci participe activement au développement, car sans passer par les impôts à travers lesquelles peuvent être redistribués des services utiles à la population, les acteurs économiques de ce secteur, améliorent eux-mêmes leur niveau de vie.

²⁵ Sivaramen Nad ; Ne soyons pas bernés par l'Indice Mo Ibrahim ; *L'Express.mu*, le 6 OCT 2016 ; <https://www.l'express.mu/amp/290993> ; *Le Monde* ; « Il faut repenser la bonne gouvernance en Afrique » ; article du 18.01.2016 ; http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/01/18/il-faut-repenser-la-bonne-gouvernance-en-afrique_4849104_3212.html ; consulté mars 2017

²⁶ Données de l'OCDE sur le site mays-mouissi.com

Un grand nombre de petits commerces fleurissent en effet dans les villes et les espaces ruraux d'Afrique subsaharienne. Ce que nous appelons plus communément « les mamans » en Afrique de l'Ouest, pratiquent l'achat-revente de beaucoup de matériaux, denrées alimentaires et autres produits finis. Leur activité leur garantit un salaire qui leur permet de vivre et de payer pour l'éducation de leurs enfants entre autres. De plus, ces personnes s'organisent afin qu'aucun, dans la même rue ne vende la même chose. L'une vendra des légumes et des fruits, l'autre de l'eau et des ustensiles de cuisine, et enfin la dernière au bout de la même rue, vendra des aliments en conserve, des cigarettes et des allumettes. Cette façon de faire, assure que chacun y trouve son compte et que chacun parvienne à tirer un certain bénéfice de son activité.

De plus, ce n'est pas parce que nous parlons d'économie informelle que les personnes ne sont pas qualifiées. Les jeunes Africains passent souvent très longtemps auprès de leurs maîtres d'apprentissage afin d'apprendre tous les aspects d'un métier, également dans le secteur informel, bien que cela soit parfois prolongé intentionnellement par le maître d'apprentissage pour lui éviter toute concurrence dans son domaine. Ainsi l'économie informelle n'est pas forcément un mal, elle s'organise toute seule. Souvent, les services publics responsables en sont la cause. Les démarches auprès de ces services sont très longues, souvent dû à un certain manque de compétences et c'est ceci qui pousse aussi les personnes à lancer leur commerce et leurs activités de manière informelle.

L'économie informelle, qui n'est pas pris en compte dans les calculs officiels, empêche donc de valoriser correctement les résultats économiques d'un pays. Si nous prenons un pays comme le Togo où l'économie informelle est présente sous toutes ses formes (petits commerces de proximité, services en tout genre, taxi-moto, etc...), la valeur réelle du PIB devrait être bien supérieure à la valeur officielle. Avec un PIB de 4,3 milliards de dollars²⁷, si nous ajoutons la moyenne de 55% d'activité informelle, le chiffre bondit à 5,8 milliards de dollars, soit une augmentation de 45% du PIB. A l'échelle d'un pays comme le Togo, cela paraît peu, mais pour un pays comme le Nigéria, si l'on prend la même manière de procéder, cela représenterait plusieurs centaines de milliards de dollars qui n'apparaissent pas dans les chiffres officiels. Cependant, ce ne sont que des approximations, car il est évidemment difficile d'évaluer avec exactitude la proportion d'activité informelle au sein d'un pays.

4.1.2 Un développement humaniste

La vision du monde africaine semble plus simplifiée, car bien sûr, le manque de développement se fait ressentir. Avec un IDH de 0,518²⁸, l'Afrique subsaharienne apparaît comme étant la région la moins développée du globe. Cependant, nous pouvons observer sur le terrain une réalité différente. Tandis qu'en Europe nous confortons une idée de pauvreté absolue, de misère et du sous-développement technologique à l'égard du sous-continent, la population africaine (hors régions en guerre ou/et famine) semble généralement heureuse, vivant avec peu de choses, mais c'est suffisant.

²⁷ Données de la Banque Mondiale ; 2016

²⁸ Site internet populationdata.net ; <https://www.populationdata.net/palmares/idh/> ; février 2017

Bien entendu, certaines régions connaissent une misère sans précédent, que nous autres en Europe ignorons, car masquée par les nouvelles politiques et autres actualités nationales plus légères comme les scandales de la sphère politique, tandis que 20 millions de personnes risquent de mourir de faim en Afrique de l'Est²⁹. Ces problèmes sont cependant inégalement répartis sur le territoire.

Le Togo par exemple jouit de réserves agricoles importantes du fait d'un climat favorable. Le riz, l'igname, le manioc, sont exploités en grande quantité en circuits courts et de manière bien plus respectueuses de l'environnement. Exit les Monsanto et autres firmes qui fournissent des engrais polluants et des variétés sur lesquelles elles ont le contrôle. Cette façon de vivre plus en harmonie avec l'environnement est très importante à retenir. Bien qu'elle perde en importance dans certains pays comme en Côte d'Ivoire où la déforestation a pris une ampleur dramatique lors des dernières décennies et où des pays comme la Chine achètent des vastes pans de terre arable, l'Africain est plus respectueux de ce qui l'entoure en partie du fait de la perception magico-mystique des forces extérieures et naturelles.

Les façons de pensée et l'entraide persistante dans les pays de l'Afrique subsaharienne, fait de cette région l'une des plus développée au monde en termes d'humanisme. Les individus sont bien plus enclins au partage, du fait du mode de pensée collectiviste et de leur sens élargie de la famille. Même dans les villes, ces attitudes persistent.

Enfin, pendant qu'en Europe, nous essayons par tous les moyens de revenir vers des circuits courts à l'aide de subventions étatiques, en Afrique ce mode de commerce ne s'est jamais perdu. Les produits africains ne font pas des milliers de kilomètres avant d'être consommé.

Cet aspect qu'on qualifie chez nous de développement responsable et écologiquement durable fait encore partie intégrante de la vie en Afrique. De surcroît, la population d'Afrique subsaharienne détient un savoir-faire immense dans le recyclage des différents matériaux, et arrive à garder des appareils électroniques en état de marche bien plus longtemps que nous.

4.2 Le problème des méthodes européennes importées

Le problème principal est qu'à la suite de la décolonisation, les élites Africaines se sont évertuées à mettre en place un système « à l'europpéenne » que les colons leur ont inculqué durant la période de colonisation. Or les méthodes europpéanisées de la gestion et du management, ne fonctionnent pas pour toutes les formes de culture. De même que des méthodes de travail japonaises ne fonctionneraient pas en France car elles ne correspondent pas aux valeurs de la population.

En Afrique, que ce soit au niveau des grandes entreprises, au niveau de la politique ou encore au niveau de l'aide humanitaire, les méthodes et l'organisation à l'europpéenne priment sur les méthodes africaines. Il faut certainement repenser le système et l'adapter à la réalité du terrain et à la spécificité de la culture, qui est très éloigné de la culture occidentale, comme nous avons pu le voir dans la première partie. Sous leurs formes actuelles, nous pouvons considérer que les états africains

²⁹ [Lemonde.fr](http://www.lemonde.fr) ; 27 février 2017 ; Meyerfeld Bruno ; http://www.lemonde.fr/planete/article/2017/02/27/une-famine-tragique-menace-l-afrique-de-l-est_5086026_3244.html

ne sont pas encore véritablement indépendants, car ils suivent des méthodes occidentales et non des méthodes propres à leur culture.

Le développement ne devrait pas venir de l'extérieur. Les pays européens peuvent bien entendu participer par des aides, par une réduction des divers droits de douane, mais il faut reconsidérer l'importance de la population dans ce développement.

Les Africains sont les personnes concernées, logiquement, ils devraient aussi être les personnes impulsant le développement et le changement. En effet, que ce soit au niveau de l'économie ou de la gestion des ressources, nous remarquons que les pays développés jouent un rôle principal à travers les compagnies multinationales qui gèrent les secteurs stratégiques des pays Africains. Que ce soit l'exploitation des ressources par les firmes multinationales, qui obtiennent les contrats par le moyen de « cadeaux » faits au dirigeants Africains (pour rappel 80% des entrepreneurs déclarent avoir versé des « cadeaux » aux dirigeants de la RDC afin d'obtenir des contrats !), mais aussi la gestion des infrastructures, comme les routes au Togo, qui sont gérées par une filiale du groupe Bolloré. De ce fait la population locale ne gère, ni ne maîtrise réellement son propre développement. Un autre aspect est l'« ONG-nisation » du système d'aide humanitaire qui, à travers différentes actions assiste les pays d'Afrique dans le besoin. Cette gestion doit être remise aux mains des états africains. Ce sont eux qui savent comment fonctionne la société, comment fonctionnent les rapports sociaux et il est donc logique que ce soit eux qui gèrent les ressources, les infrastructures et le domaine humanitaire.

De surcroît, on continue d'insuffler une idée de développement occidental. Les organisations comme la Banque Mondiale donnent leurs point de vue : comment y parvenir, que faut-il atteindre, etc... Toutefois, chaque pays devrait pouvoir décider de sa forme de développement et comment il souhaite y parvenir. Le chemin menant à ce développement doit correspondre aux valeurs culturelles et sociales du pays en question.

Les populations doivent repenser revaloriser leur manière d'être Africain. L'Asie du Sud-Est et en particulier la Chine, mais aussi l'Inde ont réussi à mettre en place une structure économique en adéquation avec les valeurs de leur culture en passant par la valorisation de leurs langues maternelles à l'école et en évitant un rejet des traditions. C'est ce que la population doit chercher à faire. En Afrique deux évolutions existent aujourd'hui : soit le rejet total de la culture d'origine qui mène les populations à une acculturation totale, soit la défense acharnée des valeurs Africaines, qui ne fait pas non plus avancer les choses, car elle est trop ancrée dans le passé et rejette l'innovation. De ce fait, un troisième canal de développement devrait se mettre en place passant par un développement en accord avec la culture et en même temps avec le monde post-industrialisé.

Le président de la fondation Elumelu, Tony Elumelu, qui œuvre pour le bien-être des populations africaines, pense qu'il faut créer un entrepreneuriat philanthropique, une forme « d'africapitalisme ». Dans une interview donnée au Huffington Post il déclare : *« La réalisation d'une meilleure Afrique ne doit pas être l'apanage de riches philanthropes et de pays développés qui cherchent à étendre leur influence. Le développement de l'Afrique devrait, au contraire, être dans l'ADN de tous les Africains. C'est l'objet de philanthropie catalytique et de l'Africapitalisme. Ensemble, ces deux approches peuvent contribuer à stimuler la diversification économique et la transformation structurelle en créant des emplois et en assurant la*

formation de la prochaine génération d'entrepreneurs et d'innovateurs, tout en contribuant à la construction des infrastructures essentielles sur le continent »³⁰.

Si en Afrique le secteur privé parvenait à se développer, les investissements que le secteur fera sur le long terme, permettront un mieux-être des populations locales. Que ce soit à travers des impôts ou bien à travers des investissements privés visant à améliorer les infrastructures, ce développement serait un grand bien pour l'Afrique car améliorant la productivité à travers un meilleur état de santé, une meilleure éducation. Enfin, la population africaine pourrait profiter de revenus supérieures. Si la stabilité financière et la sécurité économique sont atteintes pour la population, la stabilité sociale pourrait également être atteinte, c'est-à-dire moins de conflits ethniques au sein des pays.

Beaucoup d'aspects de l'économie doivent donc être remis aux mains des populations locales. Des start-ups prometteurs existent bel et bien partout – encore ne faut-il pas leur couper l'accès à internet ! Les dirigeants et les gouvernements en place, doivent essayer de reconquérir la gestion des infrastructures et des ressources locales afin de mettre en place des modèles propres aux modes de pensée et aux réalités culturelles et sociales des états Africains

Parenthèse : Le Franc CFA

Autre exemple du manque de maîtrise des pays Africains sur leur propre développement : le franc CFA et du moins bien connu franc Comorien, qui sert de monnaie au sein de l'union des Comores. Les deux devises continuent, 60 ans après les indépendances, de s'aligner continuellement sur les fluctuations de l'euro et est donc indirectement contrôlé par la BCE, basée à plus de 5700 km du siège de la BCEAO (banque centrale des états de l'Afrique de l'Ouest) qui est basée à Dakar au Sénégal. Les fluctuations du Franc CFA ne dépendent de ce fait, non pas des conjonctures économiques de la zone de UEMOA ou de la CEMAC mais des conjonctures européennes. C'est d'ailleurs la France qui continue d'imprimer les billets pour ces zones monétaires et qui détient la moitié des réserves monétaires des pays concernés. Les pays concernés se doivent de conservé une certaine parité avec l'euro et ainsi de limité l'inflation, de ce fait les banques nationales limite les prêts aux entreprises. Ces prêts ne représentent que 23% des prêts dans la zone Franc alors qu'il représente jusqu'à 150% en Afrique du Sud. Cela limite l'accès au crédit et donc le taux d'investissement qui permettrait de développer les infrastructures et ainsi le développement économique et social du pays. Le Franc CFA n'est donc pas connecté à la réalité économique et sociale des pays dans lesquelles il circule mais à la réalité économique de l'Union Européenne à 4500 kilomètres de là.

31

4.3 Un changement lent mais apparent

Bien que tous les problèmes évoqués précédemment restent des obstacles indéniables à un développement réel dans un futur proche, nous ne pouvons nous empêcher de constater qu'une minorité de personnes, œuvre pour un meilleur avenir

³⁰ Huffington Post ; actualisé le 10 janvier 2016 ; http://www.huffingtonpost.fr/tony-elumelu/philanthropie-afrique_b_4036697.html

³¹ DATAGUEULE ; Le franc CFA une monnaie de plomb ; youtube ; <https://www.youtube.com/watch?v=OHg4YgcmPg>

pour l'Afrique. Plusieurs acteurs comme Pierre Elumelu ou encore Elle Johnson Sirleaf, première femme chef d'Etat en Afrique et actuelle présidente du Libéria, qui par de nombreuses mesures a permis de redresser son pays que ce soit au niveau du développement humain, des droits de l'Homme ou encore concernant la souveraineté des droits. Ces acteurs dont le nombre croit d'année en année ont réussi à prendre en considération la situation réelle de l'Afrique subsaharienne, et participent activement à un développement économique et social impulsé par la population africaine et non pas par des acteurs externes.

Même la population commence à prendre conscience des réels problèmes qui les entourent. J'ai recueilli les propos suivants auprès de David Dahoué, 31 ans, responsable de l'Association des Jeunes Agriculteurs et Commerçants du Togo pour un Développement Intégral (AJACTODI) à Lomé, au Togo : « l'Afrique de nos jours connaît une situation très difficile du fait de son instabilité qui touche à peu près toutes ses régions à cause des conflits. Cette situation crée des sentiments d'insécurité, de désolation, le manque de confiance au développement et à l'émergence de l'Afrique sur tous les plans. Mais je pense que si les bonnes décisions sont prises, l'Afrique est sur le point de faire émergence fulgurante dans plusieurs domaines. »

Selon lui, les raisons principales du sous-développement sont d'abord les facteurs externes comme l'héritage colonial et le néocolonialisme présent à travers la présence des compagnies étrangères. Quant aux facteurs internes, il considère que la mauvaise gouvernance, le manque conséquent de démocratie, la corruption, l'insécurité ainsi que le poids des traditions, la démographie galopante, le poids du secteur primaire, la dette et enfin les guerres sont responsables du manque de développement. L'accès à internet a largement facilité la circulation d'information, l'échange et la prise de conscience des enjeux dans une plus large population. Cette prise de conscience à l'échelle continentale est essentielle afin d'arriver à un développement économique et social permettant de meilleures conditions de vie à la population, car c'est en montrant du doigt les problèmes qu'un changement peut opérer.

Depuis 10 ans, nous observons une croissance rapide au niveau économique avec une augmentation moyenne de 6,5% du PIB en 2014 selon le FMI³² en Afrique subsaharienne, ainsi qu'un développement croissant de manière générale en termes de conditions de vie, bien que cela soit biaisé par des facteurs comme le terrorisme en Afrique de l'Ouest et en Afrique Centrale et les problèmes climatiques et politiques entraînant des famines au sein des états de l'Afrique de l'Est.

³² Le dessous des cartes ; « L'Afrique Subsaharienne comme moteur de croissance de l'économie mondiale » ; ARTE ; Novembre 2014

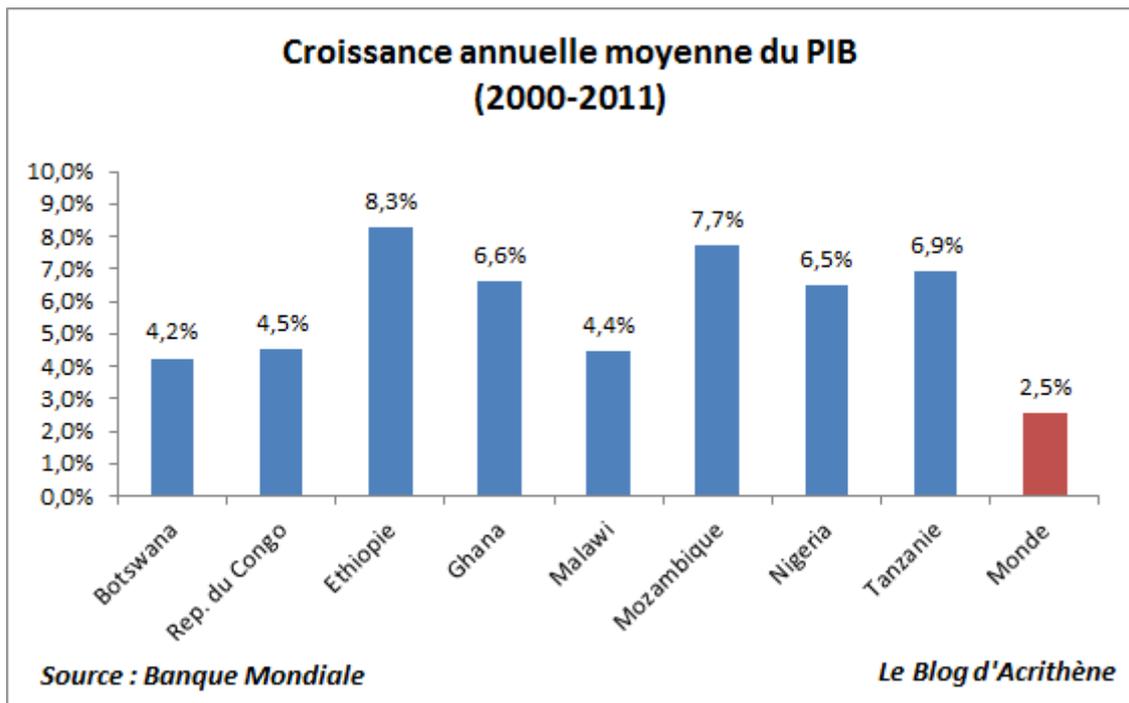


Figure 9 : Croissance annuelle moyenne du PIB entre 2000 et 2011

Le taux de scolarisation net a aussi considérablement augmenté au cours des dernières décennies. Sur le graphique ci-dessous nous constatons une forte croissance du taux de scolarisation en école primaire qui est passé de 53 à plus de 75% en vingt ans, ce qui est un véritable succès pour l'Afrique subsaharienne. A travers une meilleure instruction, les personnes seront mieux formées et pourront donc avoir de meilleures perspectives et ainsi participer activement au développement économique et social de l'Afrique subsaharienne.

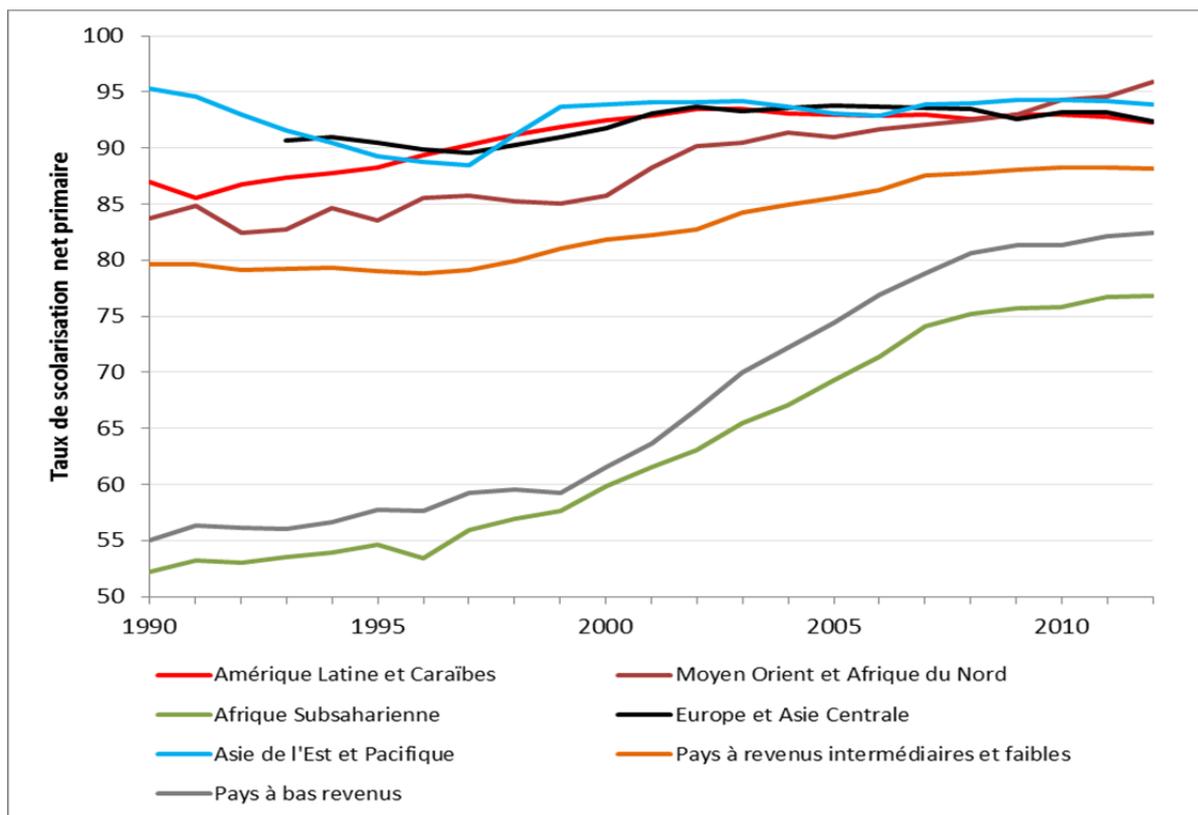


Figure 10 : évolution du taux de scolarisation en école primaire (Sources : BSI Economics, UNESCO (2014))

Selon une étude menée par BSI Economics, les dépenses publiques consacrées à l'éducation au sein des états subsahariens fortement augmenté au cours des dernières années passant de 4% à 5%, entre 1999 et 2011, la plus forte augmentation à l'échelle mondiale. A travers ces chiffres, nous pouvons donc remarquer une certaine amélioration des conditions de vie en Afrique subsaharienne. Ainsi, nous observons donc une avancée sociale et économique, si bien au niveau de la croissance pure avec en terme général, une augmentation du PIB, qu'au niveau des diverses indicateurs de développement, avec une meilleure instruction, un recul de la mortalité infantile et une espérance de vie qui s'accroît. Pourtant les défis climatiques, engendrant la famine et un manque d'eau dans plusieurs pays, pourraient bien ralentir ces récents mouvements de développement pourtant si prometteurs.

Conclusion

Malgré un développement lent mais apparent, porté par des acteurs politiques et économiques, si bien au niveau économique que social avec, en moyenne, de meilleures conditions de vie et un enrichissement des états, l'Afrique fait toujours face à de gros problèmes sur plusieurs plans.

D'abord, au niveau climatique avec des sécheresses de plus en plus marquées qui entraînent de grandes vagues de famine, mais aussi des épidémies, comme encore récemment le virus Ebola, qui a fait des ravages dans beaucoup de pays. De surcroît, les guerres, la corruption, et la mauvaise gouvernance de certains états, entravent pour l'instant tout développement durable. La population du sous-continent, qui a gardé certaines valeurs que nous avons perdues au cours des 200 années d'industrialisation, doit repenser sa manière d'être Africain et essayer d'allier culture et tradition à l'activité économique et de développer leurs propres modèles, plutôt que d'essayer de se calquer sur les économies occidentalisées de l'hémisphère nord.

La population commence à prendre conscience des problèmes qui font obstacle au bon développement. L'aspiration à plus de démocratie commence à se développer plus amplement car la population a d'avantage accès à l'éducation et aux nouvelles modes de communication, donc un meilleur accès à l'information et une très large ouverture sur le monde. Ce changement dans les mœurs et dans les façons de penser pourrait mener à un véritable essor de l'Afrique subsaharienne dans un futur proche. Cependant, si l'Afrique veut réussir, il lui faut pour cela se détacher des fils que tissent les pays développés dans le but de contrôler le continent et ses richesses. Il faut que l'Afrique mette en place ses propres modèles, propres à la culture des pays, et à ses valeurs.

Une nouvelle organisation sociale doit et va certainement voir le jour. A commencer par les élites qui doivent se rapprocher des réalités de la population, en alliant tradition et modernité et en rejetant certaines valeurs occidentales qui ne correspondent pas à celles des populations d'Afrique subsaharienne mais en gardant et développant celles, humanistes, qui sont universelles. La pression d'une population plus mature et plus éduquée sur les politiques pourrait réduire les détournements d'argent et la corruption à travers une remise en question plus sérieuse des actions gouvernementales.

Beaucoup considèrent que l'Afrique est un continent avec un potentiel énorme. Les économistes pensent que l'Afrique sera dans une vingtaine d'années ce que l'Asie est aujourd'hui, à travers l'essor d'une classe moyenne économiquement forte et plus éduquée. L'Afrique peut en plus réussir là, où la Chine a échoué: un développement économique et humain certes, mais durable et respectueux de l'environnement et de l'Homme, afin d'éviter que l'Afrique ne devienne elle aussi un acteur majeur responsable du changement climatique. Il faut donc espérer que le respect envers la nature, le « small is beautiful » profondément présent dans la culture, pourra être utilisé à bon escient et permettre un développement réellement soutenable et durable qui profitera à la population sur le long terme.

Bibliographie et Webographie :

- L'Age-Stehr J., Eilike Brigitte; AIDS und die Vorstadien: Ein Leitfaden für Praxis und Klinik; Mai 2003; Springer.
- ALINOTI Wa Kabila Loth, Impact de la mondialisation au développement des états africains. Cas de la RDC, Université de Kalemie, 2012
- D'Adesky François, Culture et Développement, extrait d'un discours donné lors d'une conférence donnée à Dakar en 1998
- Banque mondiale ; La corruption: un frein au développement de l'Afrique ; édition 2010 de ses « Indicateurs du Développement pour l'Afrique »
- Benkouider ; L'Afrique Subsaharienne, les freins au développement, , Observatoire en géostratégie de Lyon, Géolinks, 2015 lien : <http://www.geolinks.fr/geopolitique/lafrique-subsaharienne-les-freins-au-developpement/>
- Brown Terrence E.; Innovation, entrepreneurship and culture the interaction between technology, progress and economic growth edited by, Jan ulijin 2004
- Bouquet, Christian « L'artificialité des frontières en Afrique subsaharienne », Les Cahiers d'Outre-Mer [En ligne], 222 | Avril-Juin 2003, mis en ligne le 13 février 2008 ; consulté janvier 2017 <https://com.revues.org/870> ; consulté février 2017
- Blum Elena ; Duhem Vincent ; Infographie : 10 choses à savoir sur la corruption en Afrique ; jeuneafrique.com ; décembre 2014 ; consulté février 2017
<http://www.jeuneafrique.com/38281/politique/infographie-10-choses-savoir-sur-la-corruption-en-afrique/>
- Cannet Didier et Talibo Almouner ; Quel Développement Pour l'Afrique 50 ans après les indépendances ? Le Monde.fr | 15.07.2010 à 09h19 • Mis à jour le 15.07.2010 à 10h01 http://www.lemonde.fr/idees/article/2010/07/15/quel-developpement-pour-l-afrique-50-ans-apres-les-independances_1387959_3232.html
- Callede Fanny ; Valeurs Traditions et droit de l'Homme en Afrique ; Le petit juriste ; 2010 ; <https://www.lepetitjuriste.fr/droit-international/droit-international-public/valeurs-traditions-et-droits-de-lhomme-en-afrique/>
- CFP Talent ; L'impact de la culture sur le management en Afrique ; Management Interculturel en Afrique Noire (Partie 3) ; CFP Talent Youtube ; 2013 ; <https://www.youtube.com/watch?v=iU2WvrGu3Fo> ; consulté février 2017
- CFP Talent ; Les caractéristiques de la culture africaine ; Management Interculturel en Afrique noire (Partie 2) ; CFP Talent Youtube ; 2013 <https://www.youtube.com/watch?v=O-1Eta4fXBA> ; consulté février 2017
- Colin de Verdière Michel ; Perret Christophe ; Weber Raymond ; Cahiers de l'Afrique de l'Ouest, Perspectives ouest-africaines les ressources pour le développement, publié par CSAO/OCDE et CEDEAO 2009
- CVU-Togo ; Mal Gouvernance de Faure Gnassingbé, ce que la banque mondiale a oublié de mentionner ; 8 septembre 2010.
- Donnadiou Gerard ; Confucius et Bouddha : sources du développement asiatique ? ; buddhaline.net ; février 2001 ; <http://www.buddhaline.net/Confucius-et-Bouddha-sources-du> ; consulté février 2017
- El Pais ; « Teodorín Obiang, le fils gâté qui siphonne son pays » ; Courier International ; Juillet 2012
- Facchini, François ; Culture, diversité culturelle et développement économique ; Revue Tiers Monde ; Mars 2008 ; n°195
- FMI ; Rapport sur les Perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne, 2015
- Gori Rolland ; Livinec Bertrand ; « Il faut repenser la bonne gouvernance en Afrique », LE MONDE Le 18.01.2016 à 12h15 ; http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/01/18/il-faut-repenser-la-bonne-gouvernance-en-afrique_4849104_3212.html
- geert-hofstede.com ; <https://geert-hofstede.com/national-culture.html>
- Huffington Post en association avec le Centre de Développement de l'OCDE pour le Forum Afrique Les nouveaux modèles pour le développement de l'Afrique; 2013; http://www.huffingtonpost.fr/tony-elumelu/philanthropie-afrique_b_4036697.html

Investir.fr ; l'Afrique un continent émergent à découvrir ; entretien avec Guillaume Chaloin ; LesEchos.fr ; Le 15/12/2011 ; consulté janvier 2017 ; <https://investir.lesechos.fr/dossiers/l-afrique-un-continent-emergent-a-decouvrir/l-afrique-dans-vingt-ans-c-est-la-chine-d-aujourd-hui-394604.php>

Kok Marcel et Heij Bertjan, Développement et changements climatiques en Afrique, 1999, NRP, Bilthoven

Koné Fahiraman Rodrigue ; Côte d'Ivoire – Les racines ethniques de la longue crise politique ; PROPOLI n°6-7, pp 44-46, 2011

Kodila-Tedika Oasis ; Liberia: bilan d'Ellen Searlef Johnson ; libreafrique.com ; février 2011 ; consulté Mars 2017 ; http://www.libreafrique.org/Kodila_Liberia_Johnson

Kuada, John (2010), "Culture and leadership in Africa: a conceptual model and research agenda", African Journal of Economic and Management Studies, Vol. 1 Issue 1 pp. 9-24

Kwachou, Monique le 31/03/2017, site This is Africa, Amsterdam

Lantier, Bruno ; L'économie Informelle dans les pays du tiers-monde ; éditions la découverte ; 1994

Lambert Elise ; Disco, Bling-Bling et repression, qui est Ali Bongo le président réélu au Gabon ; mis à jour le 07/09/2016 publié le 04/09/2016 ; francetvinfo.fr ; http://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/presidentielle-au-gabon/disco-bling-bling-et-repression-qui-est-ali-bongo-le-president-reelu-au-gabon_1806631.html

La dépêche du midi ; « Bien mal acquis » : le train de vie fastueux du fils du Président guinéen ; 03/01/2017 ; la dépêche.fr ; <http://www.ladepeche.fr/article/2017/01/03/2489545-bien-mal-acquis-train-vie-fastueux-fils-president-guineen.html>

lejournaldunet.com ; Salaires au Togo ; 2012 ; <http://www.journaldunet.com/business/salaire/togo/pays-tgo>

Le Monde ; « La chute de Laurent Gbagbo » ; Le Monde.fr ; 11.04.2011 ; Mis à jour 12.04.2011 ; consulté février 2017 http://www.lemonde.fr/afrique/article/2011/04/11/a-abidjan-une-arrestation-dans-une-ambiance-electrique_1506159_3212.html

Le Monde ; « Il faut repenser la bonne gouvernance en Afrique » ; article du 18.01.2016 ; http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/01/18/il-faut-repenser-la-bonne-gouvernance-en-afrique_4849104_3212.html ; consulté mars 2017

Master Management Interculturel - Dauphine Formation Continue ; Comprendre les cultures en Afrique ; Entretien vidéo entre Philippe Pierre et Evalde Mutazabi (prof chercheur em lyon), 2014 ; <https://www.youtube.com/watch?v=VMqMiPBvCsU>

Mdobo Olivier M. ; Violences ethniques en Afrique ; Revue Relations, no. 715 ; mars 2007

Morishima Mishio ; Capitalisme et confucianisme : l'éthique japonaise et la technologie occidentale, éd. Flammarion, 1987

Mo Ibrahim.fondation : <http://mo.ibrahim.foundation/static/iiag-data-portal-2015/index-fr.html>
<http://mo.ibrahim.foundation/news/2016/progress-african-governance-last-decade-held-back-deterioration-safety-rule-law/> ; <http://mo.ibrahim.foundation/fr/iiag/>

Mokdad, Achraf ; La Culture Africaine, ENCG Casablanca, 2009

Mouissi Mays ; Afrique : Le défi de la valorisation de l'économie informelle ; mays-mouissi.com ; Mars 2015 ; consulté mars 2017 ; <https://www.mays-mouissi.com/2015/03/07/afrique-le-defi-de-la-valorisation-de-leconomie-informelle/>

Onana Jean-Baptiste ; De la relation entre Culture et Développement : Leçons Asiatiques pour l'Afrique ; Politique Africaine ; no.68, pp. 96-111.

Olivier Mathieu ; La corruption, insupportable fardeau de l'Afrique subsaharienne ; jeuneafrique.com ; décembre 2015 ; consulté février 2017 <http://www.jeuneafrique.com/283738/societe/infographies-corruption-insupportable-fardeau-de-lafrique-subsaaharienne/>

Première Lignes Télévision ; Franc CFA : une monnaie de plomb #DATAGUEULE 64 ; Novembre 2016 ; <https://www.youtube.com/watch?v=OHg4YgcccPg> ; consulté février 2017

Piel Simon et Tilouine Joan ; « bien mal acquis , les dépenses astronomiques de Teodorin Obiang » ; Le Monde ; Mai 2016 ; http://www.lemonde.fr/afrique/article/2016/05/27/bien-mal-acquis-les-depenses-astronomiques-de-teodorin-obiang_4927959_3212.html

Ropivia, Marie-Louis ; Problématique culturelle et développement en Afrique noire : esquisse d'un renouveau théorique ; Cahiers de géographie du Québec, vol. 39, n° 108, 1995, p. 401-416

Sivaramen Nad ; Ne soyons pas bernés par l'Indice Mo Ibrahim ; L'Express.mu, le 6 OCT 2016 ; <https://www.lexpress.mu/amp/290993>

Slate Afrique ; Mauvaise nouvelle, l'Afrique subsaharienne est toujours la région la plus corrompue au monde ; slateafrique.com ; mis à jour le 29/01/2016 ; consulté janvier 2017 ; <http://www.slateafrique.com/647713/corruption-afrique>

Uwimama Chantal ; Afrique Subsaharienne : réussir l'Afrique « que nous voulons » commence par l'Etat de droit ; janvier 2016 ; Africa and Middle-east ; <http://blog.transparency.org/2016/01/27/afrique-subsaharienne-reussir-lafrique-que-nous-voulons-commence-par-letat-de-droit/>

Weber Max ; Die Protestantisch Ethik und der Geist des Kapitalismus; 1905; Archiv für Sozialwissenschaft und Sozialpolitik

Wikipédia.org ; Henri Konan ; https://fr.wikipedia.org/wiki/Henri_Konan_B%C3%A9di%C3%A9; mis à jour Mars 2017

Wikipedia.org ; Robert Mugabe ; dernière mise à jour 15 janvier 2017 ; https://fr.wikipedia.org/wiki/Robert_Mugabe

Wikipédia.org ; Faure Gnassingbé dernière mise à jour le 3 février 2017 ; https://fr.wikipedia.org/wiki/Faure_Gnassingbé

Wikipédia.org ; Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest ; https://fr.wikipedia.org/wiki/Communauté_économique_des_États_de_l'Afrique_de_l'Ouest; mis à jour mars 2017

African Development Bank ; Rapport sur le développement en Afrique 2007 ; Chapitre 4 ; L'Afrique et ses ressources naturelles : le paradoxe de l'abondance

Annexes

Annexe 1 : Délimitation de l'Afrique Subsaharienne :



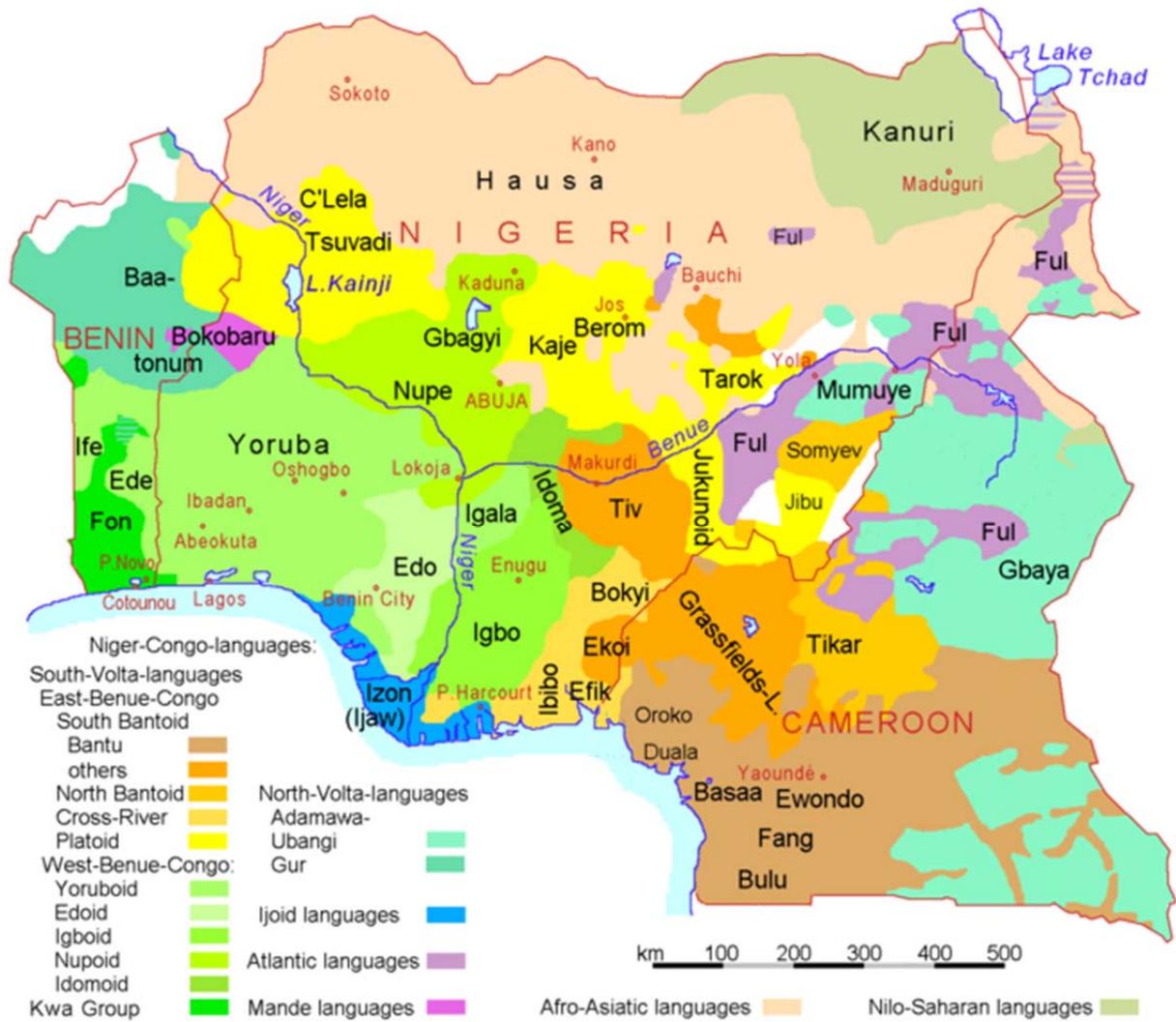
Source : <http://littexpress.over-blog.net/article-les-bibliotheques-en-afrique-subsaharienne-45276377.html>

Annexe 2 : Les langues et ethnies d'Afrique :



Source : https://fr.wikipedia.org/wiki/Langues_d%27Afrique

Annexe 3 : Zoom sur les ethnies de trois pays du golfe de Guinée : le Bénin, le Nigeria et le Cameroun :



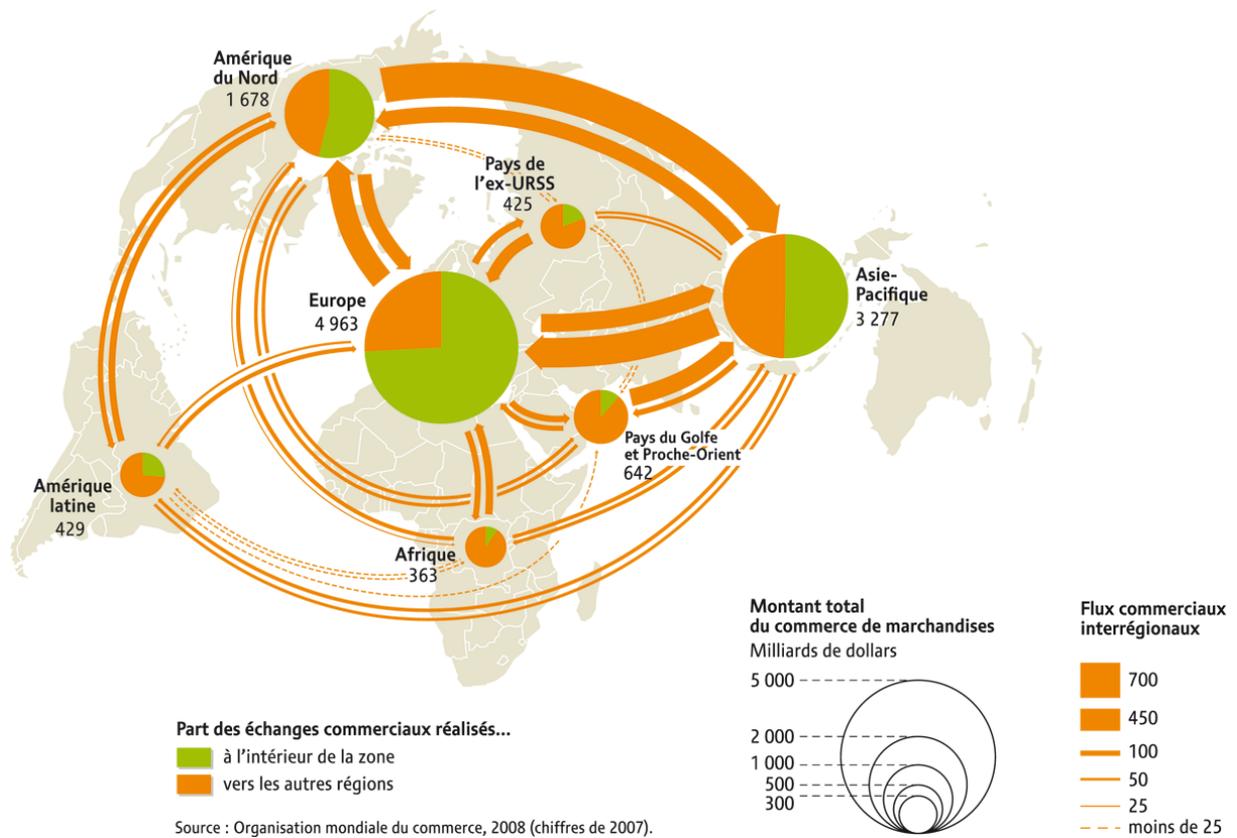
Source : <http://renaudossavi.mondoblog.org/2015/07/01/lafrique-ethnies-etats-nations/>

Annexe 4 : La présence coloniale sur le continent Africain

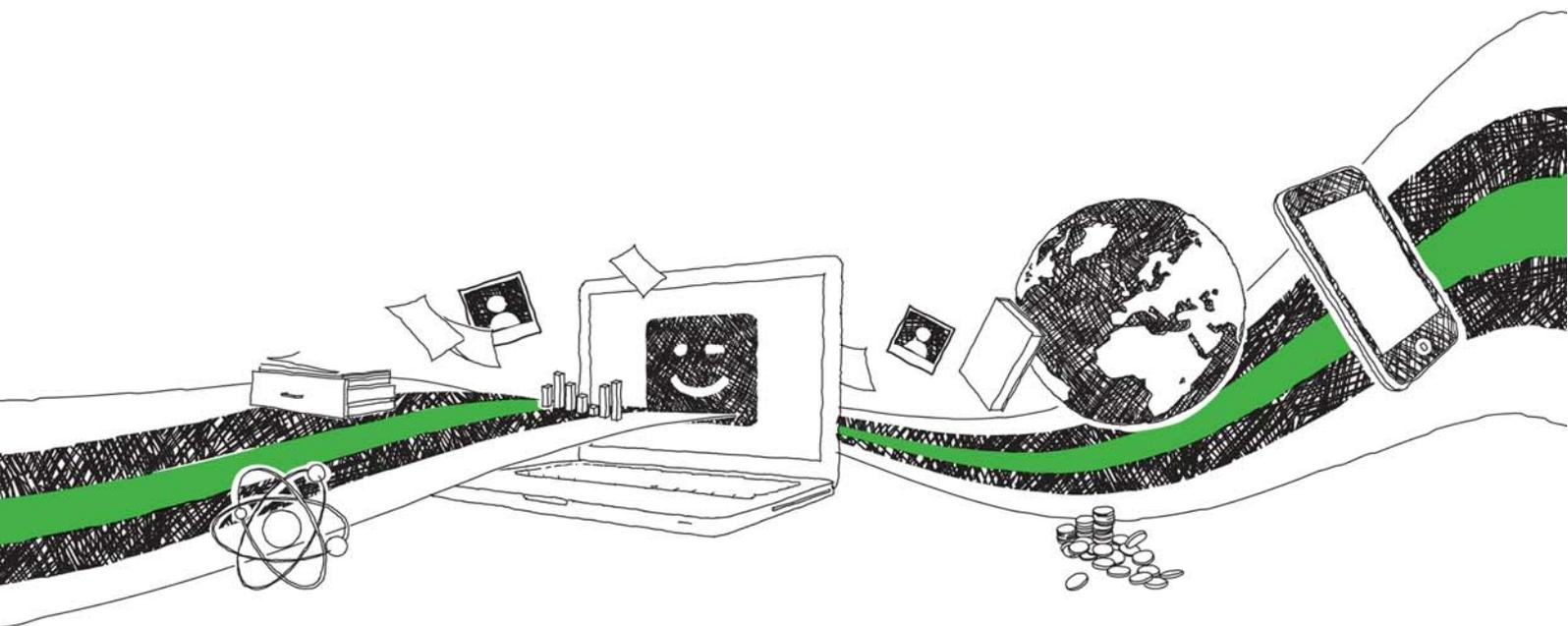


Source : <http://saadlounes.a.s.f.unblog.fr/files/2012/01/Empires-coloniaux-Afrique-1.jpg>

Annexe 5 : Echanges Internationaux :



SUR GRIN VOS CONNAISSANCES SE FONT PAYER



- Nous publions vos devoirs et votre thèse de bachelor et master
- Votre propre eBook et livre – dans tous les magasins principaux du monde
- Gagnez sur chaque vente

Téléchargez maintenant sur www.GRIN.com
et publiez gratuitement

